ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Μαρτίου 1953	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	Ἀριθμὸς φύλλου 50

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 2303.

Περὶ κυρώσεως τῆς Συνθήκης Εἰρήνης μετὰ τῆς Ἰαπωνίας τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἁγίῳ Φραγκίσκῳ τὴν 8ην Σεπτεμβρίου 1951.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Μόνον

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ μετὰ τῆς Ἰαπωνίας Συνθήκη Εἰρήνης, ἥτις ὑπεγράφη ἐν Ἁγίῳ Φραγκίσκῳ τὴν 8ην Σεπτεμβρίου 1951, μετὰ τοῦ προσηρτημένου ταύτῃ Πρωτοκόλλου καὶ δύο Δηλώσεων, ὧν τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει:

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Φεβρουαρίου 1953

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ
Β.

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Μαρτίου 1953

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ

TRAITÉ DE PAIX AVEC LE JAPON

Considérant que les Puissances Alliées et le Japon ont résolu que desormais leurs relations seront celles de nations qui, dans l'égalité de leur souveraineté, coopérent en association amicale en vue de favoriser leur bien être commun et de maintenir la paix et la sécurité internationales ; et qu'ils sont en conséquence désireux de conclure un traité de paix qui réglera les questions encore pendantes du fait de l'existence d'un état de guerre entre eux.

Considérant que le Japon, de son côté, exprime son intention de solliciter son admission comme membre de l'Oganisation des Nations Unies et de se conformer en toutes circonstances aux principes de la Charte des Nations Unies, de. s'efforcer d'atteindre les objectifs de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, de chercher à créer à l'intérieur de son territoire les conditions de stabilité et de bien-être définies par les articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies et que la législation japonaise postérieure à la capitulation a déjà commencé à réaliser, et de se conformer, en matière de commerce public et privé, aux pratiques loyales internationalement admises ;

Considérant que les Puissances Alliées accueillent favorablement les intentions du Japon, telles qu'elles sont exposées au paragraphe précédent.

Les Puissances Alliées et le Japon ont, en conséquence, décidé de conclure le présent Traité de Paix et ont désigné à cet effet les Plénipotentiaires soussignés, lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE I

PAIX

Article I

(a) Il est mis fin à l' état de guerre entre chacune des Puissances Alliées et le Japon et ce à partir de la date à laquelle le présent Traité entrera en vigueur entre la Puissance Alliée interessée et le Japon ainsi qu' il est prévu à l' article 23.

(b) Les Puissances Alliées reconnaissent la pleine souveraineté du peuple japonais sur le japon et ses eaux territoriales.

CHAPITRE II

TERRITOIRE

Article 2

(a) Le Japon, reconnaissant l' indépendance de la Corée, renonce à tous droits, titres et revendications sur celle—ci, y compris les îles Quelpaert, Port Hamilton et Dagelet.

(b) Le Japon renonce à tous droits, titres er revendications sur Formose et les Pescadores.

(c) Le Japon renonce à tous droits, titres et revendications sur les îles Kouriles, ainsi que sur la partie de l' île Sakhaline et sur les îles y adjacentes passées sous la souveraineté du Japon en vertu du Traité de Portsmouth du 5 septembre 1905.

(d) Le Japon renonce à tous droits, titres et revendications résultant du régime des mandats institué par la Société des Nations et il accepte la décision du Conseil de Sécurité des Nations Unies, en date du 2 avril 1947, étendant le régime de tutelle aux îles du Pacifique antérieurement sous mandat japonais.

(e) Le Japon renonce à revendiquer, relativement à une partie quelconque de la zone antarctique, tous droits, titres ou intérêts résultantde l' activité de ressortissants japonais ou de toute autre cause.

(f) Le Japon renonce à tous droits, titres et revendications sur les Spratly et les îles Paracels.

Article 3.

Le Japon donnera son agrément à toute proposition présentée par les Etats-Unis à l' Organisation des Nations Unies en vue de placer sous le régime de tutelle de cette Organisation et de confier à la seule administration des Etats-Unis la partie du Nansei Shoto située au sud du 29ème degré de latitude nord (y compris les îles Riou Kiou et les îles Daito), la partie du Nanpo Shoto située au sud de Sofu Gan (y compris les îles Bonin, l' île Rosario et les îles Volcano) ainsi que l' île Parece Vela et l' île Marcus. En attendant le dépôt d' une telle proposition et l' adoption d' une décision dans ce sens, les Etats—Unis auront le droit d' exercer sur le territoire et les habitants de ces îles, y compris leurs eaux territoriales, tous les pouvoirs dans les domaines administratif, législatif et judiciaire.

Article 4.

(a) Sous réserve des dispositions du paragraphe (b) du présent article, le sort réservé aux biens appartenant au Japon et à ses ressortissants dans les zones mentionnées à l' article 2, et aux réclamations, y compris les créances afférentes à des dettes que le Japon et ses ressortissants ont à l' encontre des autorités administrant actuellement les zones susmentionnées et à l' encontre des personnes (y compris les personnes morales) résidant effectivement dans lesdites zones, de même que le sort réservé, au Japon aux biens appartenant auxdites autorités et auxdites personnes résidant dans ces zones, et aux réclamations, y compris les créances afférentes à des dettes, que lesdites autorités et lesdites personnes ont à l' encontre du Japon et de ses ressortissants,feront l'objet d'arran-qs gements spéciaux entre le Japon et lesdites autorités. Les biens de l' une quelconque des Puissances Alliées, ou de ses ressortissants, sis dans les zone mentionnées à l' article 2, seront, dans la mesure où sela n' a pas encore été fait, restituées par l' autorité administrant les zones dont il s' agit dans l' état où ils se trouvent actuellement. (Toutes les fois qu' il est employé dans le présent Traité, le terme ressortissant s' applique également aux personnes morales).

(b) Le Japon reconnaît la validité des mesures de disposition prises par le gouvernement militaire des Etats Unis, ou en application des directives données par celui ci, à l' égard des biens appartenant au Japon et à ses ressortissants dans l' une quelconque des zones mentionnées aux articles 2 et 3.

(c) Les câbles sous marins appartenant au Japon et reliant celui ci à un territoire qui relevait de la souveraineté japonaise et en à été détaché en vertu du présent Traité, seront partagées par moitié, le Japon conservant l' extrémité japonaise et la moitié y attenante du câble, tandis que le territoire détaché en conservera l'autre moitié avec les instrallations terminales y afférentes.

CHAPITRE III

SECURITE

Article 5.

(a) Le Japon accepte les obligations, énoncées à l' article 2 de la Charte des Nations Unies, et en particulier l' obligation.

(i) de régler ses différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle maniére que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger;

(ii) de s' abstenir, dans ses relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force soit contre l'intégrité territoritoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre maniére incompatible avec les Buts des Nations Unies ;

(iii) de donner pleine assistance à l'Organisation

les Nations Unies dans toute action entrepise par elle conformément aux dispositions de la Charte et de abstenir de prêter assistance à un Etat contre lequel l' Organisation entreprend une action préventive ou coercitive.

(b) Les Puissances Alliées confirment qu' elles seront guidées par les principes de l' article 2 la Charte des Nations Unies dans leurs relations avec le Japon.

(c) De leur côté, les Puissances Alliées reconnaissent que le Japon, en tant que nation souveraine, possède le droit naturel de légitime défense individuelle ou collective visé à l' article 51 de la Charte des Nations Unies, et que le Japon pourra,s ' il le désire, contracter des accords de sécurité collective.

Article 6.

(a) Toutes les forces d' occupation des Puissances Alliées seront rétirées du Japon le plus tôt possible aprés la date d' entrée en vigueur du présent Traité, en tout cas, au plus tard 90 jours aprés cette date. La présente disposition ne fera cependant en aucune façon obstacle au stationnement ou au maintien de forces armées étrangéres sur le territoire japonais en vertu ou par suite de conventions bilatérales ou multilatérales qui ont été ou pourront être conclues entre une ou plusieurs Puissances Alliées d' une part, et le Japon d' autre part.

(b) Les dispositions de l' article 9 de la Déclaration de Potsdam en date du 26 juillet 1945, relatives au renvoi dans leurs foyers des forces militaires japonaises, seront mises en oeuvre dans la mesure où ce renvoi n' a pas encore été achevé.

(c) Tous les biens japonais mis à la disposition des troupes d' occupation et se trouvant encore en leur possession au moment de l' entrée en vigueur du présent Traité, pour lesquels aucune indemmité n' a encore été versée, seront restitués au Couvernement japonais dans ce même délai de 90 jours, a moins que d' autres arrangements n' aient été conclus d' un commun accord.

CHAPITRE IV

CLAUSES POLITIQUES ET ECONOMIQUES.

Article 7.

(a) Chacune des Puissances Alliées, dans l' année qui suivra l' entrée en vigueur du présent Traité entre elle–même et le Japon, notifiera au Japon lesquels de ses traités bilatéraux ou conventions bilatérales d' avant guerre avec le Japon elle désire maintenir ou remettre en vigueur et tous les Traités ou Conventions qui auront fait l' obljet de cette notification seront maintenus ou remis en vigueur, sous réserve seulement des amendements qui devront éventuellement y être introduits pour les rendre compatibles avec le présent Traité. Les Traités et Conventions ayant fait l' objet d' une notification de ce genre seront considérés comme ayant été maintenus ou remis en vigueur trois mois aprés la date de cette notification; il seront enregistrés au Secrétariat de l' Organisation des Nations Unies. Tout Traité et toute Convention pour lequels une notification de ce genre n' aura pas été adressée au Japon seront tenus pour abrogées.

(b) Toute notification faite en vertu des dispositions du paragraphe (a) du présent article pourra mentionner que le Traité ou la Convention ainsi maintenu ou remis en vigueur ne s' appliquera pas à tel où tel territoire, dont la Puissance qui a procédé à la notification assume les relations internationales et ce jusqu' à l' expiration d' un délai de trois mois à compter de la date à laqulle il aura été notifié au Japon que l'exception prévue en ce qui concerne ledit territoire cesse d' être applicable.

Article 8.

(a) Le Japon reconnaîtra la valeur pleine et entière de tous les traités déjà conclus par les Puissances Alliées, ou qu'elles concluront ultérieurement, pour mettre fin à l'état de guerre existant depuis le Ier septembre 1939, ainsi que de tous autr accords conclus par les Puissances Alliées en vue du rétabli s m nt de la paix, ou en cor élation ave c lui–ci. Le Japon accepte aussi les accords coclus en vue de la liquidation de l'ex–Société des Nations et d l'ex–Cour P rmanente d Jus ice Internationale

(b) Le Japon renonce à tous les droits et intérêts dont il peut se prévaloir en tant que puissance signataire des Conventions de Saint–Gernmain–en–Laye du 10 septembre 1919, de la Convention de Montreux du 20 juillet 1936 sur le Régime des Détroits, et de l'article 16 du Praité de Paix avec la Turquie signé à Lausanne le 24 juillet 1923.

(c) Le Japon renonce à tous les droits, titres et intérêts acquis par lui en vertu de l'Accord conclu le 20 janvier 1930 entre l'Allemange et les Puissances Crèancières et de ses annexes, y compris le Contrat de Mandat du 17 mai 1930, de la Convention du 20 janvier 1930 relative à la Banque des Réglements Internationaux, et des Statuts de la Banque des Réglements Internationaux ; il est libéré de toutes les obligations qui en découlent. Le Japon notifiera au Ministère des Affaires Ertangères à Paris, dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur initiale du présent Traité, sa renonciation à tous les droits, titres et intérêts visés au présent paragraphe.

Article 9.

Le Japon engagera à bref délai des négociations avec les Puissances Alliées qui le désireront, afin de conclure des accords bilatéraux et multilatéraux en vue de la réglementation ou de la limitation de la pêche et de la conservation et du développement des pêcheries en haute mer.

Article 10.

Le Japon renonce à tous droits et intérêts spéciaux en Chine, y compris tous les priviléges et avantages résultant des dispositions du Protocole final signé à Pékin le 7 septembre 1901, ensemble tous annexes, notes et documents complémentaires. Il accepte, en ce qui le concerne, l'abrogation dudit protocole avec ses annexes, notes et documents.

Article 11.

Le Japon accepte les jugements prononcés par le Tribunal Militaire International pour l'extrême–Orient et par les autres tribunaux alliés pour la répression des crimes de guerre, au Japon et hors du Japon, et il appliquera aux ressortissants japonais incarcérés au Japon les condamnations prononcées par lesdits tribunaux.Le pouvoir d'accorder des grâces, des réductions de peine et des libérations conditionnelles à ces prisonniers ne pourra être exercé qu'en vertu d'une décision du ou des Gouvernements qui ont prononcé la condamnation, dans chaque cas d'espèce, et sur la recommanadation du Japon. Dans le cas de personnes condamnés par le Tribunal Militaire International pour l'Exrtême Orient, ce pouvoir ne pourra être exercé qu'en vertu d'une décision émanant de la majorité des Gouvernements représentés au Tribunal, et sur la recommandation du Japon.

Article 12.

(a) Le Japon se déclare prêt à engager à bref délai des negociations avec chacune des Puissances Alliées en vue de la conclusion avec celles–ci de traités ou conventions destinés à asseoir leurs relations commerciales, maritimes et autres sur une base stable et amicale.

(b) En attendant la conclusion du traité ou de

claonvention susvisé, et pendant une période de aqutre ennées à dater de l'entrée en vigueur initiale du présent Traité:

(I) le Japon accordera à chacune des Puissances Alliées, ainsi qu'aux ressortissants, aux produits et aux navires de ces Puissances

(i) le traitement de la nation la plus favirisée en ce qui concerne les droits de douane, les redevances, les restrictions et autres réglementations s'appliquant à l'importation et l'exportation des marchandises;

(ii) le traitement national en ce qui concerne les transpots maritimes, la manigation et les marchandises importées, ainsi que les personnes physiques et morales et leurs intérêts, ce traitement comprenant toutes les questions concernant l'assiette et le recouvrement des impôts, l'accès aux tribunaux, la passation et l'exécution des contrats, les droits de propriété (biens corporels et incorporels), la participatcn à des personnes morales constituées en vertu de la législation japonaise, et gènèralement la conduite de tous genres d'affaires et l'exercise de toutes sortes d'activités profesionnelles ;

(2) le Japon fera en sorte que les achats et les ventes opérés à l'extérieur par des entreprises commerciales japonaises nationalisées aient lieu uniquement sur la base de considérations commerciales.

(c) Toutefois, dans tous les domaines, le Japon ne sera tenu d'accorder le traitement national ou le traitement de la nation la plus favorisée à une Puissance Alliée que dans la mesure où celle ci accorde elle même au Japon, dans le domaine considéré, le traitement national, ou, selon le cas, le traitement de la nation la plus favirisée. La réciprocité visée dans la phrase précédente sera déterminée, dans le cas de produits et de navires de l'un quelconque des territoires non-métropolitains d'une des Puissances Alliées, de personnes morales en relevant et de personnes physiques y ayant leur domicile, ainsi que dans le cas de personnes morales relevant de l'un quelconque des Etats ou de l'une quelconque des provinces d'une des Puissances Alliées possédant un gouvernement fédéral, et de personnes physiques y ayant leur domicile, par référence au traitement accordé au Japon dans ledit territoire non-métropolitain, ledit Etat ou ladite province.

(d) Pour l'application du présent article, une mesure discriminatoire ne sera pas considérée comme une dérogation à l'octroi du traitement national ou, selon le cas, du traitement de la nation la plus favorisée, si cette mesure est basée sur une exception habituellement prévue dans les traités de commerce conclus par la Puissance qui applique ladite mesure, ou si elle est due à l'obligation où se trouve la Puissance intéressée de sauvegarder sa position financière sur le marché extérieur ou sa balance des comptes (sauf en ce qui concerne les transports maritimes et la navigation), ou de maintenir ses intérêts essentiels en matière de sécurité et sous réserve que cette mesure soit adaptée aux circonstances et qu' elle ne soit pas appliquée d'une manière arbitraire ou déraisonnable.

(e) Les obligations incombant au Japon en vertu du présent article ne seront pas affectées par le fait qu'une Puissance Alliée exerce un quelconque des droits visés à l'article 14 du présent Traité ; de même, les dispositions dudit article ne sauraient être considérées comme limitant les engagements assumés par le Japon en vertu de l'article 15 du présent Traité.

Article 13.

(a) Le Japon engagera à bref dé'ai des négociations avec chacune des Puissances Alliées qui le lui demandera, en vue de la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux en matière de transports aériens civils internationaux.

(b) En attendant la conclusion du ou des accords visés ci-dessus le Japon accordera à la Puissance intéressée, pentant une période de quatre années à compter de la date de mise en vigueur initiale du présent Traité, un traitement qui ne sera pas moins favorable, en ce qui concerne les droits et privilèges en matière de transportsi aériens, que celui dont jouissait l'une quelconque de ces Puissances au noment de cette mise en vigueur; il accordera en outre à ladite Puissance, dans les mêmes conditions, d'égales possibilités pour le fonctionnement et le développement des services aériens.

(c) En attendant son accession à la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale, conformément à l'article 93 de ladite Convention, le Japon appliquera les dispositions de cette Convention en ce qui concerne la navigation internationale des aéronefs, et mettra en viguer les standards, pratiques et procédures faisant l'objet des annexes à la Convention, et adoptés conformément aux dispositions de celle-ci

CHAPITRE V.

RECLAMATIONS ET BIENS

Article 14.

(a) Il est reconnu que le Japon devrait payer aux Puissances Alliées la réparation des dommages et des souffrances qu'il a causés pendant la guerre. Néanmoins, il est également reconnu que le Japon, s'il doit maintenir son économie sur unes basse viable, ne dispose pas à l'heure actuelle de resources suffisantes pour assurer complète réparation de tous ces dommages et de toutes ces souffrances et faire face à ses autres obligations.

En conséquence :

1. Le Japon engagera à bref délai des négociations avec les Puissances Alliées qui le désireront et dont les territoires actuels ont été occupés par les forcesojaponaises et endommagées par le Japon , en vue de contribuer à indemniser lesdites Puissances des frais su portés par elles pour la réparation des dommages causés, en mettant à leur disposition les services du peuple japonais dans le domaine de la production et de la récupérationn ainsi que dans les autres domaines où le Japon pouru, rendre des services aux Puissances Alliées en questioa. Ces arrangements éviteront d'imposer des charges supplémentaires à d'autres Puissances Alliées et, chaque fois que la transformation de matières premières sera nécessaire, les Puissances Alliées en question fourniront ces matiéres premières afin de ne pas imposer au Japon l'obligation d'effectuer des achats en devises étrangères.

2. (1) Sous réserve des dispositions du sous paragraphe (II) ci dessous, chacune des Puissances Alliées aura le droit de saisir conserver, liquider ou utiliser de toute autre façon tous biens, droits et intérêts

(a) du Japon et des ressortissants japonais.

(b) des personnes agissant aux lieu et place ou pour le compte du Japon ou de ressortissants japonais, et

(c) d'organismes appartenant au Japon ou à ses ressortissants ou contrôlés par eux,

qui, lors de l'entrée en vigueur initiale du présent Traité, se trouvaient sous la juridiction de ladite Puissance Alliée. Les biens, droits et intérêts mentionnés dans le présent sous-paragraphe comprendront les biens,droits et intérêts actuellement bloqués par les autorités desPuissances Alliées chargées de la gestion des biens ennemis ou dévolus auxdites autorités, ou se trouvant en leur possession ou sous leur contrôle, et qui appartenaient à l'une des personnes physiques ou à l'une des organismes mentionnées en (a), (b), ou (c) ci dessus, ou étaient

détenus ou administrés pour leur compte à l'époque où lesdits avoir sont tombés sous le contrôle desdites autorités.

(II) Ne tomberont pas sous le coup de la disposition du sous paragraphe (I) ci dessus.

(i) les biens des personnes physiques japonaises qui, pendant la guerre, et avec l'autorisation du Gouvernement intéressé, ont résidé sur le tirritoire d'une des Puissances Alliées, non occupé par le Japon, à l'exception des biens soumis, durant la guerre, à des restrictions et n'en ayant pas été libérés à la date de l'entrée en vugueur initiale du présentt Traité.

(ii) tous les biens immobiliers, meubles meublants et immeubles par destination, appartenant au Gouvernement japonais et utilisés à des fins diplomatiques ou consulaires, et tous les meubles, matériel et biens personnels n'ayant pas le caractère de valeurs de placement qui étaient normalement nécessaires pour l'exercice de fonctions diplomatiques et consulaires et qui appartenaient à des fonctionnaires diplomatiques et consulaires japonais ;

(iii) les biens appartenant à des organisations religieuses ou à des institutions philanthropiques privées et utilisés exclusivement à des fins religieuses ou philanthropiques ;

(iv) les biens, droits et intérêts qui sont passés sous la juridiction de la Puissance Alliée intéressée du fait de la reprise des relations commerciales et financières, postérieurement au 2 septembre 1945, entre celle-ci et le Japon, sous réserve que ce paassage sous la juridiction de ladite Puissance Alliée n'aura pas été la conséquence de transactions contraires à la législation de cette Puissance Alliée.

(v) les obligations souscrites par le Japon ou par des ressortissants japonais, tous droits, titres ou intérêts dans des biens corporels sis au Japon, tout intérêt dans des entreprises organisées conformément à la législation du Japon ou tout document établissant lesdits droits, titres ou intérêts, étant entendu que cette exception s'appliquera exclusivement à des obligations du Japon et de ses ressortissants libellées en monnaie japonaise.

(III) Les biens visés ci-dessus par les exceptions (i) à (v) inclus devront être restitués sous réservé du paiement d'indemnités raisonnables pour leur conservation et leur administration. Si l'un quelconque desdits biens a fait l'objet d'une liquidation, le produit de cette opération sera remboursé à l'intéressé en remplacement dudit bien.

(IV) Le droit prévu au sous-paragraphe (1) ci-dessus de saisir, conserver et liquider ces biens, ou d'en disposer de toute autre manière, devra être exercé conformément à la législation de la Puissance Alliée intéressée, et leur propriétaire n'aura que les droits accordés par la législation en question.

(V) Les Puissances Alliées conviennnt de traiter s marques de fabrique et les droits de propriété littéleaire et artistique japonais sur une base aussi favorrable pour le Japon que les conditions prévalant dans chaque pays le permettront.

(b) Sous réserve des dispositions contraires du présent Traité, les Puissances Alliées renoncent à toutes demandes de leur part en matière de réparations , à toutes autres demandes de leur part et de celle de leurs ressortissants resultant de musures quelconques prises par le Japon et par ses ressortissants au cours de la conduite de la guerre, ainsi qu'à toutes demandes de leur part relatives au paiement de dépenses militaires directes d'occupation.

Article 15.

(a) A la suite de toute demande qui lui sera présentée dans un délai de neuf mois à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité entre la Puissance Alliée interessée et le Japon, le Japon restituera dans les six mois qui suivront le dépôt de ladite demande, les biens corporels et incorporels, ainsi que tous les droits ou intérêts de toute nature sis au Japon que chacune des Puissances Alliées et ses ressortissants possédaient au Japon entre le 7 décembre 1941 et le 2 septembre 1945, à moins que le propriétaire n'en ait librement disposé, sans que sa décision lui ait été extorquée par la violence ou le dol. Lesdits biens seront restitués libres de toute charge et servitude qui auraient pu les grever du fait de la guerre et sans qu'il y ait à payer aucun frais pour leur restitution. Le Gouvernement japonais pourra disposer comme il l'entendra des biens qui n'auront pas été réclamés par leurs propriétaires ou en leur nom ou encore par leur gouvernement, dans les délais prescrits. Dans le cas où ces biens se trouvaient au Japon le 7 décembre 1941, mais ne pourraient pas être restitués ou auraient subi des dommages ou des dégâts du fait de la guerre, il sera accordé une indemnité à des conditions au moins aussi favorables que celles prévues par le projet de loi relatif à la compensation accordée sur les biens alliés, qui a été approuvé par le Cabinet japonais le 13 juillet 1951.

(b) En ce qui concerne les droits de propriété industrielle qui ont été compromis durant la guerre, le Japon continuera d'accorder aux Puissances Alliées et à leurs ressortissants des avantages au moins égaux à ceux qui étaient accordés jusqu'ici en vertu des« Cabinet Orders» No. 309, promulgué le Ier septembre 1949, No. 12. promulgué le 28 janvier 1950, et No. 9, promulguè le Ier février 1950, dans leur présente rédaction, sous réserve que lesdits ressortissants en auront fait la demande dans les délais qui y sont prévus.

(c) (i) Le Japon convient que les droits de propriété littéraire et artistique existant au Japon le 6 décembre 1941 et concermant les oeuvres, publiées ou inédites, des Puissances Alliées et de leurs ressortissants sont demeurés valables depuis cette date, et reconnaît l'existence des droits nés au Japon depuis cette date—ou qui y seraient nés, si la guerre n'avait pas éclaté—en vertu de toutes conventions et de tous accords auxquels le Japon était partie à ladite date, que lesdites conventions ou accords aient été abrogés ou non ou que l'application en ait été ou non suspendue à la date à laquelle la guerre a éclaté ou depuis cette date, en vertu de mesures législatives internes prises par le Japon ou par la Puissance Alliée interessée.

(ii) Sans que le propriétaire des droits ait à en faire la demande et sans qu'il soit tenu de payer aucune taxe ou d'accomplir aucune formalité supplémentaire, la période allant du 7 décembre 1941 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur du présent Traité entre la Puissance Alliée intéressée et le Japon sera déduite de la durée normale de validité desdits droits, et ladite période, augmentée d'une période supplémentaire de six mois, sera déduite du délai au cours duquel une oeuvre littéraire doit être traduite en japonais pour permettre à son auteur d'obtenir des droits de traduction au Japon.

Article 16.

Comme preuve de son desir d'indemniser les membres des forces armées des Puissances Alliées qui ont subi des épreuves injustifiées tandis qu'ils étaient prisonniers de guerre des Japonais, le Japon transférera ses avoirs et ceux de ses ressortissants, sis dans des pays qui étaient neutres durant la guerre ou qui étaient en guerre avec l'une quelconque des Puissances Alliées, ou, à son choix, l'équivalent desdits avoirs, au Comité International de la Croix-Rouge, qui les

liquidera, et distribuera aux organismes nationaux appropriés les fords résultant de cette liquidation au profit des ex prisonniers de guerre et de leurs familles, de la manière qu'il estimera équitable. Les catégories d'avoirs énumérées aux articles 14 (a), 2 (II), de (ii) à (v) inclus, du présent Traité échapperont au transfert, ainsi que les avoirs de personnes physiques japonaises ne résidant pas au Japon à la date de l'entrée en vigueur initiale du Traité. Il est entendu également que les dispositions du présent article relatives au transfert d'avoirs japonais ne s'appliquent pas aux 19.770 actions de la Banque des Réglements Internationaux appartenant actuellement à des organismes. financiers japonais.

Article 17.

(a) A la requête de l'une quelconque des Puissances Alliées, le Gouvernement japonais procédera, conformément aux dispositions du droit international, à un nouvel examen et à la révision de toute ordonnance ou décision prise par les tribunaux de prises japonais au sujet d'affaires intéressant des droits de propriété de ressortissants de ladite Puissance Alliée, et il fournira des copies de toutes pièces relatives auxdites affaires, y compris du texte des ordonnances rendues et des décisions prises. Dans tous les cas où ledit examen ou ladite révision fera apparaître la nécessité d'une restitution, les dispositions de l' article 15 s'appliqueront aux biens en question.

(b) Le Gouvernement Japonais prendra les mesures nécessaires en vue de permettre aux ressortissants de l'une quelconque des Puissances Alliées de présenter aux autorités japonaises conpétentes, à n'importe quel moment de l'année qui suivra l'entrée en vigueur du présent Traité entre la Puissance Alliée intéressée et le Japon, une requête en vue de la révision de toute décision prise par un tribunal japonais entre le 7 décembre 1941 et l'entrée en vigueur du présent Ttaité dans un procès quelconque où l'un de ces ressortissants n'aura pas été en mesure d'exposer convenablement sa cause soit en qualité de demandeur, soit en qualité de défendeur. Le Gouvernement japonais prendra les mesures nécessaires pour que le ressortissant qui a subi un préjudice du fait de tout jugement de cette nature soit rétabli dans la situation où il se trouvait avant le prononcé du jugement ou reçoive telle compensation qui pourra, en la circonstance, être juste et équitable.

Article 18.

(a) Il est reconnu que l'intervention de l'etat de guerre n'a nullement affecté l'obligation de payer les dettes en argent provenant d'engagements et de contrats (y compris les obligations) existant antérieurement à la guerre, ou de droits acquis avant l'ouverture des hostilités, et dont sont redevables le Gouvernement japonais ou ses ressortissants à l'égard du Gouvernement ou de ressortissants d'une des Puissances Allieés, ou bien dont le Gouvernement ou des ressortissants d'une des Puissances Alliées sont redevables à l'égard du Gouvernement ou de ressortissants japonais. L'intervention de l'état de guerre ne sera pas non plus considérée comme portant atteinte à l'obligation d'examiner le bien-fondé des plaintes pour pertes ou dommages matériels ou pour blessure corporelle ou décès, dont l'origine est antérieure à l 'existence de l'état de guerre, et qui porront être présentées pour la première fois ou soumises à nouveau par le Gouvernement d'une des Puissances Alliées au Gouvernement japonais ou par le Gouvernement japonais à l'un quelconque des Gouvernements des Puissances Alliées. Les dispositions du présent paragraphe n'affectent en rien les droits conférés par l'article 14.

(b) Le Japon reconnaît ses obligations en ce qui concerne la dette extérieure d'avant-guerre du Gouvernement japonais et les dettes de personnes morales pour lesquelles l'Etat japonais a été subséquemment déclaré respnsable, et il exprime, son intention d'engager à une date prochaine des négociations avec ses créanciers en vue de la reprise des paiements afférents auxdites dettes, de favoriser les négoviations relatives aux autres revendications ou obligations d'avant-guerre, et de faciliter le transfert des sommes nécessaires à cet effet.

Article 19.

(a) Le Japon renonce, en son nom propre et au nom de ses ressortissants, à toute réclamation contre les Puissances Alliées et leurs ressortissants provenant de la guerre ou de mesures prises par les Puissance Alliées du fait de l'existence d'un ètat de guerre, et il renonce à toute réclamation fondée sur la présence, les opérations et les actes des forces armées ou des autorités de l'une quelconque des Puissances Alliées sur le territoire japonais avant l'entrée en vingueur du présent Traité.

(b) La renonciation ci-dessus s' étend à toutes réclamations provenant de mesures prises par l' une quelconque des Puissances Alliées à l' égard des navires japonais entre le Ier septempre 1939 et la date d' entrée en vigueur du présent Traité, ainsi qu' à toutes réclamations et créances ayant trait à des prisonniers de guerre et à des internés civils japonais aux mains des Puisances Alliées. Cette renonciation ne s' étendra pas aux réclamations japonaises reconnues formellement dans les textes législatifs promulgués depuis le 2 septembre 1945 par l' une quelconque des Puissances Alliées.

(c) Sous réserve d' une renonciation réciproque, le Gouvernement japonais renonce également à toutes réclamations (y compris les créances afférentes à des dettes) à l' encontre de l' Allemagne et de ressortissants allemands au nom du Gouvernement japonais et de ressortissants japonais, y compris les réclamations intergouvernementales et les réclamat ons pour pertes ou dommages subis au cours de la guerre, mais à l' exclusion (a) des réclamations relatives à des contrats passés et à des droits acquis avant le Ier septembre 1939, et (b) des réclamations découlant de rapports commerciaux et financiers intervenus entre le Japon et l' Allemagne aprés le 2 septembre 1945. Cette renonciation n' ira pas à l' encontre des mesures prises en application des articles 16 et 20 du présent Traité.

(d) Le Japon reconnaît la validité de tous actes et omissions intervenus au cours de la période d' occupation du fait ou en conséquence de directives des autorités d' occupation, ou autorisés par la législation japonaise à cette époque ; il ne prendra aucune mesure tendant à mettre en jeu la responsabilité civile ou pénale de ressortissants alliés découlant desdits actes ou omissions.

Article 20.

Le Japon prendra toutes mesures nécessaires en vue d' assurer l' utilisation des avoirs allemands au Japon conformément aux décisions qui ont été ou qui seront adoptées par les Puissances habilitées, en vertu du Protocole de procédure de la Conférence de Berlin de 1945, à disposer desdits avoirs, et, en attendant qu' il ait été statué sur l' affectation définitive des avoirs en question, il assumera la responsabilité de leur conservation et leur administration.

Article 21.

Nonobstant les dispositions de l' article 25 du présent Traité, la Chine sera admise à bénéficier des dispositions des articles 10 et 14 (a) 2, et la Corée sera admise à bénéficier des dispositions des articles 2, 4, 9 et 12 du présent Traité.

CHAPITRE VI.

REGLEMENT DES DIFFERENDS

Article 22.

Si, de l' avis de l'une quelconque des Parties au présent Traité, un différend a surgi en ce qui concerne l' interprétation ou l' application du Traité, et que ledit différend ne puisse être réglé par recours à un Tribunal spécial de réclamations ou par une autre voie adoptée d' un commun accord, il sera, à la demande de l'une des parties du différend, soumis pour décision à la Cour Internationale de Justice. Le Japon et celles des Puissances Alliées qui n' ont pas encore adhéré aux Status de la Cour Internationale de Justice déposeron auprés du Creffier de la Cour, au moment de la ratification du présent Traité par chacun d' eux, et conformément à la résolution adoptée le 15 octobre 1946 par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, une déclaration de principe, aux termes de laquelle il se soumettent d' une manière générale, sans qu' un accord spécial doive être passé à cet effet, à la juridiction de la Cour en ce qui concerne tous les différends du genre de ceux auxquels se référe le présent article.

CHAPITRE VII

CLAUSES FINALES

Article 23.

(a) Le présent Traité sera ratifié par les Etats signataires, y compris le Japon, et entrera en vigueur pour tous les Etats qui l' auront ainsi ratifié lorsque les instruments de ratification auront été déposés par le Japon et par la majorité des Etats ci-après, à savoir, les Etats-Unis d' Amerique, l' Australie, le Canada, Ceylan, la France, l' Indonésie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, le Royaume des Pays-Bas, la Repuublique des Philippines et le Royaume-Nni de Crande-Bretagne et d' Irlande du Nord, étant entendu que cette majorité devra comprendre les Etats-Unis d' Amerique, en leur qualité de principale puissace occupante. Il entrera en vigueur pour chaque Etat qui le ratifiera subséquemment à la date du dépôt de son instrument de ratification.

(p) Si l'entrée en vigueur du Traité n'est pas intervenue dans les neuf mois qui suivront le dépôt de l' instrument de ratification du Traité par le Japon, tout Etat qui aura ratifié ledit Traité pourra le mettre en vigueur entre lui-même et le Japon au moyen d' une notification adressée à cette fin aux Guvernements du Japon et des Etats-Unis d' Amérique dans les trois ans qui suivront la date du dépôt de l' instrument de ratification du Traité par le Japon.

Article 24.

Tous les instruments de ratification devront être déposés auprés du Gouvernement des Etats-Unis d' Amérique, qui notifiera à tous les Etats signataires chacun de ces dépôts, ainsi que la date d' entrée en vigueur du Traité en vertu du paragraphe (a) de l' article 23 et toutes les notifications qu' il aura recues en application du paragraphe (b) de l' article 23 du présent Traité.

Article 25.

Aux fins du présent Traité, on entendra par Puissances Alliées les Etats se trouvant en état de guerre avec le Japon ou tout Etat qui faisait antérieurement partie du territoire d'un Etat désigné à l'article 23, sous réserve que, dans chaque cas, l'Etat intéressé ait signé et ratifié le Traité. Exception faite des dispositions de l'article 21, le présent Traité ne conférera aucun droit, titre ou avantage à aucun Etat qui n'est pas une Puissance Alliée aux termes de la définition ci-dessus; aucun des droits, titres ou intérêts du Japon ne devra non plus être considéré comme diminué ou affecté par une disposition quelconque du présent Traité au bénéfice, d'un Etat qui n'est pas une Puissance Alliée aux termes de la définition ci-dessus.

Article 26.

Le Japon devra être prêt à conclure avec tout Etat qui a signé la Déclaration de Nations Unies du 1er Janvier 1942 ou qui a adhéré à ladite Déclaration, et qui se trouve en état de guerre avec le Japon ou avec tout Etat qui faisait antérieurement partie du territoire d' un Etat designé à l' articl 23 et qui n'est pas siguataire du présent Traité, un Traité de Paix bilatéral aux mêmes conditions que celles qui sont prévues dans le présent Traité, ou à des conditions sensiblement équivalentes mais cette obligation de la part du Japon prendra fin trois ans après l'entrée en vigueur initiale du présent Traité. Au cas où le Japon conclurai tavec un Etat quelconque un règlement de paix ou un réglement des créances de guerre accordant audit Etat des avantages superieurs à ceux qui sont prévus par le présent Traité, ces mêmes avantages seront étendus aux Etats qui sont parties au présent Traité.

Article 27.

Le présent Traité sera déposé aux Archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui en fournira une copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires.

EN FOI DE QUOI, les Plenipotentiaires soussignés ont apposé leur signature au bas du présent Traité. FAIT en la ville de San-Francisco, ce huitième jour du mois de Septembre 1951, en langues anglaise, française et espagnole, toutes faisant également foi, ainsi qu'en langue japonaise.

PROTOCOLE

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes en vue du réglement des questions de contrats, de décais de prescription et d'effets de commerce, ainsi que de la question des contrats d'assurance, lors de la restauration de la paix avec le Japon.

CONTRATS, PRESCRIPTION ET EFFETS DE COMMERCE

A. Contrats.

1. Sauf exceptions énoncées dans les paragraphes 2 et 3 ci dessous, tout contrat ayant nécessité pour son exécution des rapports entre des parties qui sont devenues ennemies au sens de la partie F sera tenu pour résilié depuis le moment où l'une quelconque des parties est devenue un ennemi. Toutefois, cette résiliation s'entendra sans préjudice des dispositions des articles 15 et 18 du Traité de Paix signé ce jour ; elle ne relèvera pas non plus l'une quelconque des parties au contrat de l'obligation de reverser les sommes perçues à titre d'avances ou d'acomptes, ou pour lesquelles la partie intéressée n'a pas fourni de contre partie.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci dessus, les stipulations de tout contrat qui pourront être dissociées, et dont l'exécution ne nécessitait pas de rapports entre les parties qui sont devenues ennemies au sens de la partie F, ne seront pas résiliées et demeureront en vigueur sans préjudice des droits énoncés à l'article 14 du Traité de Paix signé ce jour. Si les stipulations d'un contrat ne peuvent pas être ainsi dissociées, le contrat sera tenu comme étant intégralement résilié. Les dispositions qui précèdent s'entendent sous réserve de l'application des lois, ordonnances et réglements nationaux édictés par un Etat signataire du présent Protocole, qui est une Puissance Alliée au sens dudit Traité de Paix,

et de la juridiction duquel relève le contrat ou l'une quelconque des parties audit contrat, et sous réserve des stipulations du contrat.

3. Aucune disposition de la partie A ne sera considérée comme annulant les transactions légalement effectuées conformément à un contrat passé entre ennemis, si ces transactions ont été exécutées avec l'autorisation du Gouvernement intéressé, lorsque celui ci est le Gouvernement d'un Etat signataire du présent Protocole, lequel est lui même une Puissance Alliée au sens dudit Traité de Paix.

4. Nonobstant les dispositions qui précèdent les contrats d'assurance et de réassurance seront réglés conformément aux dispostions des parties D et E du présent Protocole.

B. DELAIS DE PRESCRIPTION

1. Tous les délais de prescription ou de limitation du droit d'engager ou de poursuivre une action judiciaire ou du droit de prendre des mesures conservatoires dans les rapports juridiques intéressant des personnes ou des biens, mettant en cause des ressortissants des Etats signataires du présent Protocole qui, en raison de l'état de guerre, n'ont pas pu engager ou poursuivre une action judiciaire, ou accomplir les formalités nécessaires pour sauvegarder leurs droits, que ces délais aient commencé à courir avant ou après l'ouverture des hostilités, seront considérés comme ayant été suspendus pendant la durée de la guerre sur le territoire japonais d'une part, et sur le territoire des Etats signataires qui, conformément au principe de la réciprocité, accordent au Japon le bénéfice des dispositions du présent paragraphe, d'autre part. Ces délais recommenceront à courir dès la date d'entrée en vigueur du Traité de Paix signé ce jour. Les dispositions du présent paragraphe s'appliqueront aux délais fixés pour le dépôt des coupons d' intérêts ou de dividendes ou pour le dépôt, en vue du remboursement, des valeurs sorties au tirage ou remboursables pour tout autre motif, sous réserve qu'en ce qui concerne lesdits coupons ou valeurs, le délai recommencera à courir à compter du jour où l'argent deviendra disponible pour paiement au porteur du coupon ou du titre.

2. Lorsqu'en raison de l'inexécution d'un acte ou de l'omission d'une formalité quelconque pendant la guerre, des mesures d'exécution ont été prises sur le territoire japonais au préjudice d'un ressortissant de l'un des Etats signataires, qui est une Puissance Alliée au sens dudit Traité de Paix, le Gouvernement japonais rétablira les droits lésés. Si le rétablissement de ces droits est impossible, ou devrait être inéquitable, le Gouvernement japonais fera le nécessaire pour que le ressortissant de l'Etat signataire intéressé reçoive telle compensation qui en l' occurrence paraîtra juste et équitable.

C. EFFETS DE COMMERCE.

1. Dans les relations entre ennemis, aucun effet de commerce souscrit avant la giuerre ne sera considéré comme n'étant plus valable pour la seule raison qu'il n'a pas été présenté à l'acceptation ou à l'encaissement dans les délais prescrits, ou que le tireur ou l'endosseur n'a pas été avisé dans ces délais que l'effet en question n'a pas été accepté ou payé, ou qu'il na pas été protesté dans lesdits délais, ou qu' une formalité quelconque a été omise pendant la guerre.

2. Si le délai au cours duquel un effet de commerce aurait dû être présenté à l'acceptation ou à l'encaissement ou dans lequel un avis de non-acceptation ou de non-paiement aurai dû être donné au tireur ou à l'endosseur, ou durant lequel l'effet aurait dû être protesté est arrivé à expiration pendant la guerre, et si la partie qui aurait dû présenter ou protester l'effet ou aviser du défaut d'acceptation ou du défaut de paiement a omis de le faire pendant la guerre, il sera accordé un délai de trois mois au moins, a partir de la date d'entrée en vigueur du Traité de Paix signé ce jour , pendant lequel il sera possible de présenter ou de protester ledit effet ou de donner avis de son défaut d'acceptation ou de son défaut de paiement.

3. Si une personne s'est obligée, soit avant, soit pendant la guerre, au paiement d'un effet de commerce, à la suite d'un engagement pris envers elle, par une autre personne devenue ultérieurement ennemie, celle-ci reste tenue, malgré l'ouverture des hostilités , de garantir la première des conséquences de son obligation.

D. CONTRATS D'ASSURANCE ET DE REASSURANCE (AUTRES QUE LES ASSURANCES - VIE) QUI N'ETAIENT PAS ARRIVÉS A EXPIRATION ANTERIEUREMENT A LA DATE A LAQUELLE LES PARTIES SONT DEVENUES ENNEMIES

I. Les contrats d'assurances sont réputés n'avoir pas été résiliés du fait que les parties sont devenues ennemies, sous réserve que le risque ait commencé à courir antérieurement à la date à laquelle les parties sont devenues ennemies, et que l'assuré ait payé, antérieurement à ladite date, toutes sommes dues à titre de prime ou à tout autre titre pour la mise ou le maintien en vingeur de l'assurance conformément au contrat.

2. Les contrats d'assurances autres que ceux qui demeureront en vigueur en vertu de la clause précédente seront réputés nuls et non avenus, et toutes sommes versées au titre de tels contrats seront remboursables.

3. Les traités et autres contrats de réassurances seront, sauf dispositions expressément prévues ci-a près, réputés avoir expiré à la date à laquelle les pa ties sont devenues ennemies, et toutes cessions au titre desdits traités et contrats seront annulées avec effet à ladite date. Etant entendu que les cessions portant sur des polices de voyage qui avaient commencé à courir en ve tu d'un traité de réassurance maritime seront réputées être demeurées pleinement en vinguer jusqu'à leur date normale d'expiration, conformément aux termes et conditions qui avaient présidé à la cession du risque.

4. Les contrats de réassurance facultative, dans le cas où le risque avait commencé à courir et où toutes les somme dues à titre de prime ou à tout autre titre pour la mise ou le maintien en vigueur du contrat de réassurance avaient été versées ou réglées par vois de compensation de la manière habituelle seront, sous réserve de dispositions contraires du contrat de réassurance, réputés être demeurés pleinement en vigueur jusqu'à la date à laquelle les parties sont devenues ennemies, et avoir expiré à ladite date.

Etant entendu que lesdites réassurances facultatives portant sur les polices de voyage seront réputées être demeurées pleinement en vigueur jusqu à leur date normale d'expiration, conformément aux termes et conditions qui avaient présidé à la cession du risque.

Etant entendu en outre que les réassurances facultutatives en ce qui concerne un contrat d'assurance demeurant en vigueur en vertu de la clause I ci-dessus seront réputées être demeurées pleinement en viguer jusqu' à l'expiration de l'assurance initiale.

5. Les contrats de réassurance facultative autres que ceux qui sont envisagés à la clause précédente, ainsi que tous les contrats de réassurance en cas de perte excessive jouant à partir d'un «taux de perte excessive», et les contrats de réassurance contre la grêle (qu'ils soient facultatifs ou non), seront réputés nuls ou non avenus, et toutes sommes versées au titre de tels contrats seront remboursables.

6. A moins que le traité ou autre contrat de réassurance ne contienne des dispositions différentes, les primes seront rajustées pro rata temporis.

7. Les contrats d'assurance ou de réassurance (y compris les cessions en vertu de traités de réassurance) seront réputés ne pas couvrir les pertes ou les réclamations au titre de faits de guerre imputables à l'une ou à l'autre Puissance dont l'une quelconque des parties au contrat était ressortissante, ou aux alliés de ladite Puissance ou à ses associés.

8. Lorsque, au cours de la guerre, une assurance a été transférée de l'assureur initial à un autre assureur, ou a fait. en totalité, l'objet d'une réassurance, le transfert ou la réassurance seront reconnus valables, qu'ils aient été effectués volontairement ou par mesure administrative ou législative, et la responsabilité de l'assureur initial sera réputée avoir pris fin à la date du transfert ou de la réassurance.

9. Lorsqu'entre les deux mêmes parties il existait plus d'un traité ou autre contrat de réassurance, il interviendra entre elles un ajustement de comptes, et en vue d'établir une balance définitive, on portera en compte tous les soldes (lesquels comprendront une réserve convenue pour pertes non encore liquidées) et toutes sommes qui pourraient être dues par une partie à l'autre au titre de l'un quelconque de ces contrats, ou qui pourraient être remboursables au titre de l' une quelconque des dispostions ci-dessus.

10. Aucun intérêt ne sera dû par l'une quelconque des parties en raison d'un retard survenu ou susceptible de survenir, du fait que les deux parties sont devenues ennemies, dans le réglement des primes, des indemnités ou des soldes de comptes.

11. Aucune disposition de cette partie du présent Protocole n'affectera ni ne compromettra en aucune façon les droits conférés par l'article 14 du Traité de Paix signé ce jour.

E. CONTRATS D'ASSURANCE-VIE

Lorsque, au cours de la guerre, une assurance a été transférée de l'assureur initial à un autre assureur, ou a fait, en totalité, l'objet d'une réassurance, le transfert ou la réassurance seront reconnus valables s'ils ont été effectués à la demande des autorités administratives ou législatives du Japon, et la responsabilité de l'assureur initial sera réputée avoir pris fin à la date du transfert ou de la réeassurance.

F. DISPOSITION SPECIAL

Aux fins du présent Protocole, les personnes physiques ou morales seront considérées comme étant devenues ennemies à la date à laquelle le commerce entre elles est devenu illicite en vertu de lois, de décrets ou de réglements auxquels lesdites personnes ou leurs contrats étaient soumis.

ARTICLE FINAL

Le présent Protocole est ouvert à la signature du Japon et de tout Etat signataire du Traité de Paix avec le Japon, signé ce jour, et, en ce qui concerne les questions qui y sont traitées, il régira les relations entre le Japon et chacun des autres Etats signataires du présent Protocole à dater du jour où le Japon et ledit Etat seront liés par ledit Traité de Paix.

Le présent Protocole sera déposé aux Archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui en fournira une copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires.

EN FOI DE Quoi, les Plenipotentiaires soussignés ont appose leur signature au bas du present Protocole.

FAIT en la ville de San. Francisco, ce huit ème jour du mois de Septembre 1951, en laugues anglaise, française et espagnole, toutes faisant également foi, ainsi qu' en langue japonaise.

FAIT en la ville de San-Francisco, ce huitième jour du mois de Septembre 1951.

DECLARATION

En ce qui concerne le Traité de Paix signé à la date de ce jour, le Gouvernement du Japon fait la Déclaration suivante;

1. Sous réserve des dispositions contraires dudit Traité de Paix, le Japon reconnaît la validité pleine et entière de tous les accords internationaux multilatéraux actuellement en vigueur auxquels le Japon était partie à la date du ler septembre 1939, et il déclare que, lors de l'entrée en vigueur initiale dudit Traité, il recouvrera tous les droits et assumera de nouveau toutes les obligations découlant desdits accords. Toutefois, au cas où le fait d'être partie à un rel accord impliquerait la qualité de membre d'une organisation internationale dont le Japon a cessé d'être membre à la date du ler septembre 1939 ou depuis cette date, les dispositions du présent paragraphe seront subordonnées à la réadmission du Japon en qualité de membre de l' organisation en question.

2. Le Gouvernement japonais a l'intention d'accéder officiellement aux accords internationaux ci-après dans le plus bref délai possible, lequel ne devra pas excéder une année à dater de l'entrée en vigueur initiale du Traité de Paix:

1) Protocole ouvert à la signature à Lake Success à la date du 11 décembre 1946, modifiant les accords, conventions et protocoles relatifs aux stupéfiants en date des 23 janvier 1912, 11 février 1925, 19 février 1925, 13 juillet 1931, 27 novembre 1931 et 26 juin 1936;

2) Protocole ouvert à la signature à Paris à la date du 19 novembre 1948, plaçant sous controle international les stupéfiants non visés par la convention du 13 juillet 1931, modifiée par le protocole signé à Lake Success à la date du 11 décembre 1946, limitant la fabrication et réglementant la distribution des stupéfiants;

3) Convention Internationale, signée à Genève le 26 septembre 1927, relative à l'Exécution des Sentences Arbitrales rendues par des Instances Etrangères;

4) Convention Internationale Relative aux Statistiques Economiques, avec Protocole, signés à Genève le 14 décembre 1928, et Protocole modifiant la Convention Internationale de 1928 relative aux Statistiques Economiques, signé à Paris le 9 décembre 1948;

(5) Convention Internationale relative à la Simplification des Formatités Douanières, avec Protocole de Signature, signés à Genève le 3 novembre 1923;

(6) Arrangement de Madrid du 14 avril 1891 concernant la Répression des Fausses Indications de Provenance sur les Marchandises, tel qu'il a été révisé à Washington le 2 juin 1911, à la Haye le 6 novembre 1925 et à Londres le 2 juin 1934;

7) Convention en vue de l'Unification de Certaines Règles en Matière de Transports Aériens Internationaux, et Protocole additionnel, signés à Varsovie le 12 octobre 1929;

(8) Convention pour la Sauvegarde de la Vie Humaine en Mer, ouverte à la signature à Londres le 10 juin 1948:

(9) Conventions de Genève du 12 août 1949, relatives à la Protection des Victimes de Guerre.

3. Le Gouvernement japonais a également l'intention de demander, dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur initiale du Traité de Paix, l'autorisation (a) d'accéder à la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale, ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944 et, dès que le Japon sera lui-même partie à ladite Convention, d'accepter l'Accord relatif au Transit des Services Aériens Internationaux, ouvert également à la signature à Chicago le 7 décembre 1944 et (b) d'accéder à la Convention de l'Organisation Météorologique Mondiale, ouverte à la signature à Wasington le 11 octobre 1947.

DECLARATION

En ce qui concerne le Traité de Paix signé à la date de ce jour, le Gouvernement du Japon fait la déclaration suivante :

Le Japon reconnaitra à toute Commission, Délégation ou autre Organisation autorisée par l'une quelconque des Puissances Alliées le droit d' identifier, de répertorier, d'entretenir ou réglementer ses sépultures, cimetières et monuments commémoratifs militaires sis en territoire Japonais ; il facilitera la tâche desdites Organisations et engagera avec la Puissance Alliée intéressée ou avec toute Commission, Délégation ou autre Organisation autorisée par ladite Puissance, des négociations relatives aux sépultures, cimetières et monuments commémoratifs militaires susmentionnés, en vue de la conclusion de tous accords qui pourront s'avérer nécessaires.

Le Japon compte que les Puissances Alliées entreront en négociations avec le Couvernement japonais, en vue de prendre des dispositions pour l' entretien des sépultures ou cimetières militaires japonais existant éventuellement dans les territoires des Puissance Alliées et que l'on désire conserver.

FAIT en ville de San Francisco, ce huitième jour du mois de Septembre 1951.

ΣΥΝΘΗΚΗ ΕΙΡΗΝΗΣ ΜΕΤΑ ΤΗΣ ΙΑΠΩΝΙΑΣ

Ἐπειδὴ αἱ Σύμμαχοι Δυνάμεις καὶ ἡ Ἰαπωνία ἀπεφάσισαν ὅπως ἐν τῷ μέλλοντι αἱ μεταξὺ αὐτῶν σχέσεις καταστῶσι σχέσεις ἐθνῶν τὰ ὁποῖα, ὡς κυριαρχικῶς ἰσότιμα, συνεργάζωνται ἐν φιλικῷ πνεύματι πρὸς προαγωγὴν τῆς κοινῆς αὐτῶν εὐημερίας καὶ πρὸς διατήρησιν τῆς διεθνοῦς εἰρήνης καὶ ἀσφαλείας, καὶ ὡς ἐκ τούτου ἐπιθυμοῦσι τὴν σύναψιν Συνθήκης Εἰρήνης ρυθμιζούσης τὰ συνεπείᾳ τῆς ὑπάρξεως καταστάσεως πολέμου μεταξὺ των παραμένοντα ἐκκρεμῆ ζητήματα.

Ἐπειδὴ ἡ Ἰαπωνία δηλοῖ, καθ' ὅσον τὴν ἀφορᾷ, τὴν ἐπιθυμίαν της νὰ καταστῇ μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ, ἐν πάσῃ περιπτώσει, νὰ συμμορφωθῇ πρὸς τὰς ἀρχὰς τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, νὰ ἐπιδιώξῃ τὴν πραγματοποίησιν τῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν τῆς Παγκοσμίου Δηλώσεως Ἀνθρωπίνων Δικαιωμάτων· νὰ ἐπιδιώξῃ τὴν δημιουργίαν ἐν τῇ ἐπικρατείᾳ της τῶν ὑπὸ τῶν ἄρθρων 55 καὶ 56 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καθοριζομένων συνθηκῶν σταθερότητος καὶ εὐημερίας τῶν ἤδη ἐγκαινιασθεισῶν διὰ τῆς μετὰ τὴν συνθηκολόγησίν της ἰαπωνικῆς νομοθεσίας καὶ νὰ συμμορφωθῇ, ἐν τῷ δημοσίῳ καὶ ἰδιωτικῷ ἐμπορίῳ της, πρὸς τὰ διεθνῶς ἀνεγνωρισμένα μέσα ἐντίμων συναλλαγῶν.

Ἐπειδὴ αἱ Σύμμαχοι Δυνάμεις εὐμενῶς ἀποδέχονται τὴν ἐν ταῖς προηγουμέναις παραγράφοις δηλωθεῖσαν ἐπιθυμίαν τῆς Ἰαπωνίας.

Διὰ ταῦτα αἱ Σύμμαχοι Δυνάμεις καὶ ἡ Ἰαπωνία ἀπεφάσισαν τὴν σύναψιν τῆς παρούσης Συνθήκης Εἰρήνης καὶ ὥρισαν πρὸς τοῦτο τοὺς ὑπογραφομένους Πληρεξουσίους οἵτινες, μετὰ τὴν προσαγωγὴν τῶν πληρεξουσίων ἐγγράφων των τὰ ὁποῖα εὑρέθησαν καλῶς ἔχοντα, συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

ΕΙΡΗΝΗ

Ἄρθρον 1.

(α) Ἡ κατάστασις πολέμου μεταξὺ τῆς Ἰαπωνίας καὶ μιᾶς ἑκάστης τῶν Συμμάχων Δυνάμεων θέλει τερματισθῇ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἡ παροῦσα Συνθήκη θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μεταξὺ τῆς Ἰαπωνίας καὶ τῆς ἐνδιαφερομένης Συμμάχου Δυνάμεως κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 23 προβλεπόμενα.

(β) Αἱ Σύμμαχοι Δυνάμεις ἀναγνωρίζουσι τὴν πλήρη κυριαρχίαν τοῦ ἰαπωνικοῦ λαοῦ ἐπὶ τῆς Ἰαπωνίας καὶ τῶν χωρικῶν της ὑδάτων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ

ΕΔΑΦΟΣ

Ἄρθρον 2.

(α) Ἡ Ἰαπωνία, ἀναγνωρίζουσα τὴν ἀνεξαρτησίαν τῆς Κορέας, παραιτεῖται παντὸς δικαιώματος, τίτλου καὶ διεκδικήσεως ἐπὶ τῆς Κορέας, συμπεριλαμβανομένων τῶν νήσων QUELPART, PORT HAMILTON καὶ DAGELET.

(β) Ἡ Ἰαπωνία παραιτεῖται παντὸς δικαιώματος, τίτλου καὶ διεκδικήσεως ἐπὶ τῆς Φορμόζας καὶ τῶν PESCADORES.

(γ) Ἡ Ἰαπωνία παραιτεῖται παντὸς δικαιώματος, τίτλου καὶ διεκδικήσεως ἐπὶ τῶν νήσων Κουρίλων, ὡς καὶ ἐπὶ τοῦ τμήματος τῆς νήσου Σακχαλίνης καὶ τῶν προσκειμένων ταύτῃ νήσων, αἵτινες ὑπήχθησαν ὑπὸ τὴν κυριαρχίαν τῆς Ἰαπωνίας δυνάμει τῆς Συνθήκης τοῦ PORTSMOUTH τῆς 5ης Σεπτεμβρίου 1905.

δ) Ἡ Ἰαπωνία παραιτεῖται παντὸς δικαιώματος, τίτλου καὶ διεκδικήσεως ἀπορρεόντων ἐκ τοῦ καθεστῶτος τῶν ἐντολῶν τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν, καὶ ἀποδέχεται τὰ μέτρα τὰ ληφθέντα ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀσφαλείας τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τὴν 2αν Ἀπριλίου 1947, τὰ ὁποῖα ἐπεκτείνουν τὸ καθεστὼς κηδεμονίας ἐπὶ τῶν νήσων τοῦ Εἰρηνικοῦ αἵτινες διετέλουν προηγουμένως ὑπὸ ἰαπωνικὴν ἐντολήν.

ε) Ἡ Ἰαπωνία παραιτεῖται τῆς διεκδικήσεως παντὸς δικαιώματος καὶ τίτλου ἐπὶ οἱουδήποτε τμήματος τῆς Ἀνταρκτικῆς ζώνης καὶ παντὸς σχετικοῦ συμφέροντος ἀπορρέοντος ἐξ ἐνεργειῶν Ἰαπώνων ὑπηκόων ἢ οἱασδήποτε ἄλλης αἰτίας.

ζ) Ἡ Ἰαπωνία παραιτεῖται παντὸς δικαιώματος τίτλου ἢ διεκδικήσεως ἐπὶ τῶν νήσων SPRATLY καὶ ἐπὶ τῶν νήσων PARACEL.

Ἄρθρον 3.

Ἡ Ἰαπωνία θέλει συμφωνήσει εἰς πᾶσαν πρότασιν τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν πρὸς τὸν Ὀργανισμὸν Ἡνωμένων Ἐθνῶν περὶ ὑπαγωγῆς ὑπὸ τὸ καθεστὼς τῆς κηδεμονίας αὐτῶν, τῆς δὲ διοικήσεως αὐτῶν ἀνατιθεμένης εἰς μόνας τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας, τοῦ NANSEI SHOTO νοτίως τοῦ 29ου βορείου πλάτους (περιλαμβανομένων τῶν νήσων RYUKYU καὶ τῶν νήσων DA·I·TO), τοῦ NANPO SHOTO τοῦ SOFUGAN (περιλαμβανομένων τῶν νήσων BONIN, τῆς νήσου ROSARIO καὶ τῶν νήσων VOLCANO), τῆς νήσου PARECE VELA καὶ τῆς νήσου MARCUS. Ἐν ἀναμονῇ τῆς ὑποβολῆς καὶ ἐγκρίσεως τοιαύτης προτάσεως, αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ἀσκοῦν πάσας τὰς ἐξουσίας διοικήσεως, νομοθεσίας καὶ δικαιοδοσίας ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν καὶ τῶν κατοίκων τῶν νήσων τούτων, περιλαμβανομένων τῶν χωρικῶν ὑδάτων των.

Ἄρθρον 4.

α) Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ διάθεσις περιουσιακῶν στοιχείων ἀνηκόντων εἰς τὴν Ἰαπωνίαν καὶ εἰς τοὺς ὑπηκόους της ἐντὸς τῶν περιοχῶν τῶν ἀναφερομένων ἐν ἄρθρῳ 2, καὶ αἱ ἀπαιτήσεις αὐτῶν, συμπεριλαμβανομένων τῶν χρεῶν, κατὰ τῶν ἀρχῶν τῶν νῦν διοικουσῶν τὰς ἐν λόγῳ περιοχὰς καὶ κατὰ τῶν κατοίκων των, συμπεριλαμβανομένων τῶν νομικῶν προσώπων, ὡς καὶ ἡ διάθεσις ἐν Ἰαπωνίᾳ περιουσιακῶν στοιχείων ἀνηκόντων εἰς τὰς εἰρημένας ἀρχὰς καὶ κατοίκους, καὶ αἱ ἀπαιτήσεις των, συμπεριλαμβανομένων τῶν χρεῶν τῶν εἰρημένων ἀρχῶν καὶ κατοίκων, ἐναντίον τῆς Ἰαπωνίας καὶ τῶν ὑπηκόων της, θέλουσιν ἀποτελέσει τὸ ἀντικείμενον εἰδικῶν συμφωνιῶν μεταξὺ τῆς Ἰαπωνίας καὶ τῶν εἰρημένων ἀρχῶν. Τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα οἱαδήποτε ἐκ τῶν Συμμάχων Δυνάμιων ἢ τῶν ὑπηκόων των εἰς τὰς ἐν ἄρθρῳ 2 ὁριζομένας περιοχάς, θέλουσιν, ἐφ' ὅσον δὲν ἐγένετο μέχρι τοῦδε τοῦτο, ἐπιστραφῇ ὑπὸ τῆς διοικούσης τὰς ἐν λόγῳ περιοχὰς ἀρχῆς, εἰς ἣν κατάστασιν εὑρίσκονται νῦν. (Ἐν τῇ ἐννοίᾳ τῆς παρούσης Συνθήκης, ὁ ὅρος «ὑπήκοοι» συμπεριλαμβάνει τὰ νομικὰ πρόσωπα).

β) Ἡ Ἰαπωνία ἀναγνωρίζει τὴν ἐγκυρότητα τῶν πράξεων διαθέσεως περιουσιακῶν στοιχείων τῆς Ἰαπωνίας καὶ τῶν ἰαπώνων ὑπηκόων, τῶν γενομένων ὑπὸ τῆς Στρατιωτικῆς Διοικήσεως τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν ἢ δυνάμει ἐντολῶν ταύτης εἰς τὰς ὑπὸ τῶν ἄρθρων 2 καὶ 3 ὁριζομένας περιοχάς.

γ) Τὰ εἰς τὴν Ἰαπωνίαν ἀνήκοντα ὑποβρύχια καλώδια τὰ ἑνοῦντα ταύτην μετ' ἐδαφῶν ἅτινα ἔπαυσαν διατελοῦντα ὑπὸ ἰαπωνικὸν ἔλεγχον δυνάμει τῆς παρούσης Συνθήκης, θέλουσι κατανεμηθῇ εἰς ἴσα μέρη, τῆς Ἰαπωνίας διατηρούσης τὸ Ἰαπωνικὸν ἀκραῖον τμῆμα καὶ τὸ ἀντίστοιχον ἥμισυ μῆκος τοῦ καλωδίου, τοῦ ἀποσπασθέντος ἐδάφους διατηροῦντος τὸ ἕτερον ἥμισυ τοῦ καλωδίου καὶ τὰς ἀντιστοίχους ἀκραίας ἐγκαταστάσεις.

ΚΕΦΑΛΑΙΑΝ ΙΙΙ.

ΑΣΦΑΛΕΙΑ

Ἄρθρον 5.

α) Ἡ Ἰαπωνία ἀποδέχεται τὰς ὑποχρεώσεις τὰς ἐκτιθεμένας ἐν ἄρθρῳ 2 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, καὶ εἰδικώτερον τὰς ὑποχρεώσεις:

Ι) ὅπως διακανονίζῃ τὰς διεθνεῖς διαφοράς της δι' εἰρηνικῶν μέσων κατὰ τρόπον μὴ θέτοντα εἰς κίνδυνον τὴν διεθνῆ εἰρήνην καὶ ἀσφάλειαν ὡς καὶ τὴν δικαιοσύνην·

ΙΙ) ὅπως ἀπέχῃ εἰς τὰς διεθνεῖς σχέσεις της, τῆς ἀπειλῆς ἢ χρήσεως βίας ἐναντίον τῆς ἐδαφικῆς ἀκεραιότητος ἢ τῆς πολιτικῆς ἀνεξαρτησίας οἱουδήποτε Κράτους ἢ καθ

οἱονδήποτε ἄλλον τρόπον ἀσυμβίβαστον πρὸς τοὺς Σκοποὺς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν·

ΙΙΙ) ὅπως παρέχῃ εἰς τὸν Ὀργανισμὸν Ἡνωμένων Ἐθνῶν πᾶσαν βοήθειαν ἐν πάσῃ ὑπ' αὐτοῦ ἀναλαμβανομένῃ ἐνεργείᾳ συμφώνως πρὸς τὸν Καταστατικὸν Χάρτην, καὶ ὅπως ἀφίσταται τῆς παροχῆς βοηθείας πρὸς οἱονδήποτε Κράτος κατὰ τοῦ ὁποίου ὁ Ὀργανισμὸς ἤθελεν ἀναλάβῃ προληπτικὴν ἢ κατασταλτικὴν ἐνέργειαν.

β) Αἱ Σύμμαχοι Δυνάμεις διαβεβαιοῦσιν ὅτι εἰς τὰς μετὰ τῆς Ἰαπωνίας σχέσεις των θὰ ὁδηγῶνται ὑπὸ τῶν ἀρχῶν τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

γ) Αἱ Σύμμαχοι Δυνάμεις ἀναγνωρίζουσιν ὅτι ἡ Ἰαπωνία ὡς κυρίαρχον ἔθνος, κέκτηται τὸ φυσικὸν δικαίωμα τῆς ἀτομικῆς ἢ συλλογικῆς νομίμου ἀμύνης τῆς ἀναφερομένης ἐν ἄρθρῳ 51 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, καὶ ὅτι ἡ Ἰαπωνία δύναται οἰκειοθελῶς νὰ συνάπτῃ συμφωνίας συλλογικῆς ἀσφαλείας.

Ἄρθρον 6.

α) Ἅπασαι αἱ δυνάμεις κατοχῆς τῶν Συμμάχων Δυνάμεων θέλουσιν ἀποσυρθῇ ἐξ Ἰαπωνίας ὅσον τάχιον ἅμα ὡς ἡ προοῦσα Συνθήκη τεθῇ ἐν ἰσχύϊ καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει οὐχὶ βραδύτερον τῶν 90 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης. Ἡ προοῦσα ἐν τούτοις διάταξις οὐδόλως θέλει παρεμποδίσει τὴν στάθμευσιν ἢ τὴν διατήρησιν ἐπὶ ἰαπωνικοῦ ἐδάφους ξένων ἐνόπλων δυνάμεων ἐπὶ τῇ βάσει ἢ συνεπείᾳ διμερῶν ἢ πολυμερῶν συμφωνιῶν συναφθεισῶν ἢ συναφθησομένων μεταξὺ ἀφ' ἑνὸς μιᾶς ἢ περισσοτέρων τῶν Συμμάχων Δυνάμεων καὶ ἀφ' ἑτέρου τῆς Ἰαπωνίας.

(β) Αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 9 τῆς Διακηρύξεως τοῦ Πότσδαμ τῆς 26ης Ἰουλίου 1945 περὶ ἐπανόδου τῶν ἰαπωνικῶν στρατιωτικῶν δυνάμεων εἰς τὰς ἑστίας των, καὶ ἐφ' ὅσον αὕτη δὲν ἔχει ἤδη συντελεσθῇ, θέλουσι ἐκτελεσθῇ.

(γ) Ἅπαντα τὰ ἰαπωνικὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα δι' ἃ δὲν ἔχει ἤδη καταβληθῇ ἀποζημίωσις, τὰ ὁποῖα ἐχορηγήθησαν πρὸς χρῆσιν τῶν δυνάμεων κατοχῆς καὶ τὰ ὁποῖα παραμένουν εἰς τὴν κατοχὴν τῶν εἰρημένων δυνάμεων κατὰ τὸν χρόνον τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συνθήκης, θέλουσιν ἐπιστραφῇ εἰς τὴν Ἰαπωνικὴν Κυβέρνησιν ἐντὸς τῆς αὐτῆς προθεσμίας τῶν 90 ἡμερῶν ἐκτὸς ἐὰν ἤθελον συναφθῇ ἀπὸ κοινοῦ ἄλλαι περὶ τούτων συμφωνίαι.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV
ΠΟΛΙΤΙΚΑΙ ΚΑΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρον 7.

(α) Ἑκάστη τῶν Συμμάχων Δυνάμεων θέλει κοινοποιήσει εἰς τὴν Ἰαπωνίαν, ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς μεταξὺ αὐτῆς καὶ τῆς Ἰαπωνίας θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συνθήκης, τίνων ἐκ τῶν διμερῶν συμβάσεων ἢ συμφωνιῶν τὰς ὁποίας εἶχε συνάψει μετὰ τῆς Ἰαπωνίας πρὸ τοῦ πολέμου ἐπιθυμεῖ τὴν διατήρησιν ἢ τὴν ἐπαναφορὰν ἐν ἰσχύϊ, πᾶσαι δ' αἱ συμβάσεις ἢ συμφωνίαι, αἵτινες δι' ἀποτελέσουν ἀντικείμενον τῆς ἐν λόγῳ κοινοποιήσεως, θὰ παραμείνουν ἢ θὰ τεθοῦν ἐκ νέου ἐν ἰσχύϊ, δὲν θὰ ὑπόκεινται δ' εἰς ἄλλας τροποποιήσεις ἐκτὸς τῶν ἀναγκαίων διὰ τὴν πρὸς τὴν παροῦσαν Συνθήκην προσαρμογήν των. Αἱ οὕτω κοινοποιηθησόμεναι συμβάσεις ἢ συμφωνίαι θὰ θεωρηθοῦν ὡς διατελοῦσαι ἢ ἐπαναφερθεῖσαι ἐν ἰσχύϊ τρεῖς μῆνας ἀπὸ τῆς χρονολογίας τῆς κοινοποιήσεως καὶ θὰ κατατεθοῦν εἰς τὴν Γραμματείαν τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Πᾶσαι αἱ τοιαῦται συμβάσεις καὶ συμφωνίαι, αἵτινες δὲν θέλουσι κοινοποιηθῇ κατὰ τὰ ἀνωτέρω ὁριζόμενα θὰ θεωρηθοῦν ὡς καταργηθεῖσαι.

(β) Πᾶσα κοινοποίησις γενομένη δυνάμει τῆς παραγράφου (α) τοῦ παρόντος ἄρθρου δύναται νὰ ἐξαιρέσῃ τῆς ἐφαρμογῆς ἢ τῆς ἐπαναφορᾶς ἐν ἰσχύϊ συμβάσεως τινος ἢ συμφωνίας οἱουδήποτε ἐδάφους, διὰ τὰς διεθνεῖς σχέσεις τοῦ ὁποίου εἶναι ὑπεύθυνος ἡ κοινοποιοῦσα Δύναμις, μέχρι τῆς παρόδου προθεσμίας τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν θέλει κοινοποιηθῇ εἰς τὴν Ἰαπωνίαν ὁ τερματισμὸς τῆς ἐφαρμογῆς τῆς εἰρημένης ἐξαιρέσεως.

Ἄρθρον 8.

α) Ἡ Ἰαπωνία ἀναγνωρίζει τὴν πλήρη ἰσχὺν τῶν συναφθεισῶν ἢ συναφθησομένων ὑπὸ τῶν Συμμάχων Δυνάμεων συνθηκῶν πρὸς τερματισμὸν τῆς ἀπὸ 1ης Σεπτεμβρίου 1939 ὑφισταμένης καταστάσεως πολέμου, ὡς καὶ πάσης ἄλλης συμφωνίας συναφθείσης ἢ συναφθησομένης ὑπὸ τῶν Συμμάχων Δυνάμεων πρὸς ἀποκατάστασιν τῆς εἰρήνης, ἢ ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἀποκατάστασιν ταύτην. Ἡ Ἰαπωνία ἀποδέχεται ἐπίσης τὰς συμφωνίας τὰς γενομένας πρὸς διάλυσιν τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν καὶ τοῦ Μονίμου Δικαστηρίου Διεθνοῦς Δικαιοσύνης.

β) Ἡ Ἰαπωνία παραιτεῖται παντὸς δικαιώματος, τίτλου καὶ συμφέροντος τὰ ὁποῖα περιῆλθον εἰς αὐτὴν ὡς δύναμιν ὑπογράψασαν τὰς Συμφωνίας τοῦ ST.GERMAIN-EN-LAYE τῆς 10ης Σεπτεμβρίου 1919, τὴν Συμφωνίαν ἐπὶ τοῦ «Καθεστῶτος τῶν Στενῶν» τοῦ MONTREUX τῆς 20ης Ἰουλίου 1936, καὶ συνεπείᾳ τοῦ ἄρθρου 16 τῆς μετὰ τῆς Τουρκίας Συνθήκης Εἰρήνης τῆς Λωζάνης, τῆς 24ης Ἰουλίου 1923.

γ) Ἡ Ἰαπωνία παραιτεῖται παντὸς δικαιώματος, τίτλου καὶ συμφέροντος κεκτημένων δυνάμει τῆς Συμφωνίας μετὰ τῆς Γερμανίας καὶ τῶν Πιστωτριῶν Δυνάμεων τῆς 2ης Ἰανουαρίου 1930 καὶ τῶν Παραρτημάτων ταύτης, συμπεριλαμβανομένου τοῦ Σχεδίου Συμβάσεως Ἐντολῆς (TRUST AGREEMENT) τῆς 17ης Μαΐου 1930 τῆς Συμφωνίας τῆς 20ης Ἰανουαρίου 1930 τῆς ἀφορώσης τὴν Τράπεζαν Διεθνῶν Διακανονισμῶν· καὶ τοῦ Καταστατικοῦ τῆς Τραπέζης Διεθνῶν Διακανονισμῶν καὶ θέλει ἀπαλλαγῆ πασῶν τῶν ἐναντι τούτων ὑποχρεώσεών της. Ἡ Ἰαπωνία θέλει κοινοποιήσει πρὸς τὸ ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑπουργεῖον ἐν Παρισίοις ἐντὸς ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς πρώτης θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συνθήκης τὴν παραίτησίν της ἐκ τῶν δικαιωμάτων, τίτλων καὶ συμφερόντων της τῶν ἀναφερομένων ἐν τῇ παρούσῃ παραγράφῳ.

Ἄρθρον 9.

Ἡ Ἰαπωνία θέλει προέλθει τὸ ταχύτερον εἰς διαπραγματεύσεις μετὰ τῶν ἐπιθυμουσῶν τοῦτο Συμμάχων Δυνάμεων διὰ τὴν σύναψιν διμερῶν καὶ πολυμερῶν συμφωνιῶν πρὸς ρύθμισιν ἢ περιορισμὸν τῆς ἁλιείας καὶ διὰ τὴν διατήρησιν καὶ ἀνάπτυξιν τῶν ζωνῶν ἁλιείας ἀνὰ τὰ ἀνοικτὰ πελάγη.

Ἄρθρον 10.

Ἡ Ἰαπωνία παραιτεῖται παντὸς εἰδικοῦ δικαιώματος καὶ συμφέροντός της ἐν Κίνᾳ, συμπεριλαμβανομένων πάντων τῶν πλεονεκτημάτων καὶ προνομίων τῶν ἀπορρεόντων ἐκ τῶν διατάξεων τοῦ ἐν Πεκίνῳ τὴν 7ην Σεπτεμβρίου 1901 ὑπογραφέντος τελικοῦ Πρωτοκόλλου καὶ πάντων τῶν συμπληρωματικῶν τούτου παραρτημάτων, διακοινώσεων καὶ ἐγγράφων, καὶ ἀποδέχεται τὴν κατάργησιν, ὡς πρὸς ἑαυτήν, τῶν εἰρημένων πρωτοκόλλων, διακοινώσεων καὶ ἐγγράφων.

Ἄρθρον 11.

Ἡ Ἰαπωνία ἀποδέχεται τὰς ἀποφάσεις τοῦ Διεθνοῦς Στρατιωτικοῦ Δικαστηρίου τῆς Ἄπω Ἀνατολῆς καὶ τῶν λοιπῶν Συμμαχικῶν Δικαστηρίων ἐγκλημάτων Πολέμου, τῶν εὑρισκομένων τόσον ἐν τῷ ἐσωτερικῷ ὅσον καὶ ἐκτὸς τοῦ ἐδάφους της, καὶ θέλει ἐκτελέσει τὰς παρὰ τούτων ἐπιβληθείσας ποινὰς ἐπὶ τῶν ἐν Ἰαπωνίᾳ κρατουμένων ἰαπώνων ὑπηκόων. Καθ' ὅσον ἀφορᾷ τοὺς κρατουμένους, τὸ δικαίωμα χάριτος, μετατροπῆς τῆς ποινῆς ἢ ἀποφυλακίσεως ὑπὸ ὅρους δὲν δύναται ν' ἀσκηθῇ, εἰμὴ ἀποφάσει τῆς Κυβερνήσεως ἢ τῶν Κυβερνήσεων αἱ ὁποῖαι ἐπέβαλον τὴν ποινὴν εἰς ἑκάστην περίπτωσιν καὶ τῇ προτάσει τῆς Ἰαπωνίας. Εἰς τὴν περίπτωσιν ἀτόμων καταδικασθέντων ὑπὸ τοῦ Συμμαχικοῦ Στρατιωτικοῦ Δικαστηρίου τῆς Ἄπω Ἀνατολῆς, τὸ ἐν λόγῳ δικαίωμα δὲν δύναται ν' ἀσκηθῇ εἰμὴ ἀποφάσει τῆς πλειοψηφίας τῶν ἀντιπροσωπευομένων ἐν τῷ Δικαστηρίῳ Κυβερνήσεων, καὶ κατόπιν προτάσεως τῆς Ἰαπωνίας.

Ἄρθρον 12.

α) Ἡ Ἰαπωνία δηλοῖ ὅτι εἶναι ἑτοίμη νὰ προέλθῃ συντόμως εἰς διαπραγματεύσεις πρὸς σύναψιν μεθ' ἑκάστης τῶν

Συμμάχων Δυνάμεων συμβάσεων καὶ συμφωνιῶν ἐπὶ τῷ σκοπῷ νὰ τεθοῦν αἱ ἐμπορικαὶ καὶ ναυτιλιακαὶ σχέσεις των ἐπὶ σταθερᾶς καὶ φιλικῆς βάσεως.

β) Ἐν ἀναμονῇ τῆς συνάψεως τῆς σχετικῆς συμβάσεως ἡ συμφωνίας, ἡ Ἰαπωνία θέλει ἐπὶ χρονικὸν διάστημα τεσσάρων ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἀρχικῆς θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συνθήκης.

1. Παραχωρήσῃ εἰς ἑκάστην τῶν Συμμάχων Δυνάμεων, εἰς τοὺς ὑπηκόους της, εἰς τὰ προϊόντα της καὶ εἰς τὰ πλοῖα της

Ι) μεταχείρισιν τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου ἔθνους σχετικῶς μὲ τοὺς τελωνειακοὺς δασμούς, τὰ τέλη, τοὺς περιορισμούς καὶ λοιπὰ μέτρα τὰ ἀφορῶντα τὴν εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν ἐμπορευμάτων·

ΙΙ) ἐθνικὴν μεταχείρισιν σχετικῶς πρὸς τὰ πλοῖα, τὴν ναυσιπλοΐαν καὶ τὰ εἰσαγόμενα προϊόντα, καὶ σχετικῶς μὲ τὰ φυσικὰ καὶ νομικὰ πρόσωπα καὶ τὰ συμφέροντα τούτων τῆς μεταχειρίσεως ταύτης περιλαμβανούσης ὅλα τὰ ζητήματα τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν ἐπιβολὴν καὶ εἴσπραξιν φόρων, τὴν ἐπὶ δικαστηρίων ἐμφάνισιν, τὴν σύνταξιν καὶ ἐκτέλεσιν συμβολαίων, τὰ δικαιώματα ἰδιοκτησίας (ἐνσωμάτου ἢ ἀσωμάτου), τὴν συμμετοχὴν εἰς νομικὰ πρόσωπα συνιστώμενα συμφώνως πρὸς τὴν ἰαπωνικὴν νομοθεσίαν καὶ γενικῶς εἰς τὴν διεξαγωγὴν παντὸς εἴδους ἐμπορικῶν καὶ ἐπαγγελματικῶν ὑποθέσεων καὶ ἐργασιῶν·

2. ἐγγυηθῇ ὅτι αἱ ἀγοραπωλησίαι αἱ γινόμεναι ἐν τῷ ἐξωτερικῷ παρὰ Ἰαπωνικῶν Κρατικῶν ἐμπορικῶν ἐπιχειρήσεων θὰ βασίζωνται ἀποκλειστικῶς ἐπὶ προϋποθέσεων ἐμπορικῆς φύσεως.

γ) Ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἐν τούτοις, ἡ Ἰαπωνία δὲν ὑποχρεοῦται νὰ παραχωρήσῃ εἰς Σύμμαχον Δύναμιν ἐθνικὴν μεταχείρισιν ἢ μεταχείρισιν τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου ἔθνους εἰμὴ ἐφ' ὅσον ἡ ἐνδιαφερομένη Σύμμαχος Δύναμις παραχωρήσει εἰς τὴν Ἰαπωνίαν μεταχείρισιν ἐθνικὴν ἢ τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου ἔθνους, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, σχετικῶς μὲ τὸ αὐτὸ ζήτημα. Διὰ τὰ προϊόντα, τὰ πλοῖα καὶ τὰ νομικὰ πρόσωπα παντὸς μὴ μητροπολιτικοῦ ἐδάφους Συμμάχου Δυνάμεως καὶ προσώπων ἐγκατεστημένων ἐν αὐτῷ, καὶ διὰ τὰ νομικὰ πρόσωπα πάσης πολιτείας ἢ ἐπαρχίας Συμμάχου Δυνάμεως ἐχούσης ὁμοσπονδιακὴν Κυβέρνησιν καὶ διὰ πᾶν πρόσωπον ἐγκατεστημένον ἐν αὐτῇ, ἡ διὰ τῆς προηγουμένης προτάσεως ἐπιδιωκομένη ἀμοιβαιότης θέλει καθορίζηται ἀναλόγως τῆς μεταχειρίσεως ἥτις παραχωρεῖται εἰς τὴν Ἰαπωνίαν εἰς τὸ ἐν λόγῳ ἔδαφος, πολιτείαν ἢ ἐπαρχίαν.

δ) Ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τοῦ παρόντος ἄρθρου, διακριτικὴ μεταχείρισις δὲν θέλει θεωρηθῇ ὡς ἀποτελοῦσα παράβασιν τῆς παραχωρήσεως ἐθνικῆς μεταχειρίσεως ἢ μεταχειρίσεως τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου ἔθνους, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, ἐφ' ὅσον ἡ διακριτικὴ μεταχείρισις βασίζεται ἐπὶ ἐξαιρέσεως συνήθως προβλεπομένης εἰς τὰς ἐμπορικὰς συμβάσεις τῆς ἐφαρμοζούσης ταύτην χώρας, ἢ ἐπὶ τῆς ἀνάγκης προστασίας τῆς ἐξωτερικῆς δημοσιονομικῆς καταστάσεως ἢ τοῦ ἰσοζυγίου πληρωμῶν τῆς ἐν λόγῳ χώρας (ἐξαιρέσει ἀφορώντων πλοῖα καὶ ναυσιπλοΐαν), ἢ ἐπὶ τῆς ἀνάγκης διατηρήσεως τῶν οὐσιαστικῶν συμφερόντων τῆς ἀσφαλείας της, καὶ ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ τοιαύτη μεταχείρισις εἶναι ἀνάλογος τῶν περιστάσεων καὶ δὲν ἐφαρμόζεται κατὰ τρόπον αὐθαίρετον καὶ παράλογον.

ε) Αἱ ἐκ τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀπορρέουσαι ὑποχρεώσεις τῆς Ἰαπωνίας δὲν θὰ ἐπηρεασθοῦν ἐκ τῆς ἀσκήσεως οἱουδήποτε τῶν ἐν ἄρθρῳ 14 τῆς παρούσης Συνθήκης δικαιώματος Συμμάχου Δυνάμεως· οὐδὲ θέλουσιν αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου ἑρμηνευθῇ ὡς περιορίζουσαι τὰς ὑπὸ τῆς Ἰαπωνίας ἀναληφθείσας ὑποχρεώσεις δυνάμει τοῦ ἄρθρου 15 τῆς Συνθήκης.

Ἄρθρον 13.

α) Ἡ Ἰαπωνία θὰ προέλθῃ συντόμως εἰς διαπραγματεύσεις μετὰ πάσης ἢ πασῶν τῶν Συμμάχων Δυνάμεων τῇ αἰτήσει ταύτης ἢ τούτων διὰ τὴν σύναψιν διμερῶν ἢ πολυμερῶν συμφωνιῶν σχετικῶς πρὸς τὰς διεθνεῖς πολιτικὰς ἐναερίους μεταφοράς.

β) Μέχρι συνάψεως τοιαύτης ἢ τοιούτων συμβάσεων, ἡ Ἰαπωνία ὀφείλει, ἐπὶ χρονικὸν διάστημα τεσσάρων ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἀρχικῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συνθήκης, νὰ παραχωρήσῃ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Δύναμιν μεταχείρισιν, σχετικῶς πρὸς τὰ δικαιώματα καὶ προνόμια ἀεροπορικῶν μεταφορῶν, οὐχὶ ὀλιγώτερον εὐνοϊκὴν ἐκείνης τὴν ὁποίαν ἀσκεῖ ἡ Δύναμις αὕτη κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἀρχικῆς θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης, καὶ θέλει παραχωρήσει ὅρους πλήρους ἰσότητος εἰς ὅ,τι ἀφορᾶ τὴν ἐκμετάλλευσιν καὶ τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ἀεροπορικῶν ὑπηρεσιῶν.

γ) Μέχρις ὅτου ἀποτελέσει μέλος τῆς σχετικῆς πρὸς τὴν Διεθνῆ Πολιτικὴν Ἀεροπορίαν Συμβάσεως κατὰ τὸ ἄρθρον 93 τῆς Συμβάσεως ταύτης, ἡ Ἰαπωνία θὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως τῶν ἀφορωσῶν τὴν διεθνῆ ναυσιπλοΐαν τῶν ἀεροσκαφῶν ὡς καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν τυποποιημένων κανόνων καὶ σημάτων (STANDARDS) τῶν συστημάτων καὶ τῶν μεθόδων τῶν ἐγκριθέντων ἐν παραρτήματι τῆς Συμβάσεως, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς Συμβάσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

ΑΠΑΙΤΗΣΕΙΣ ΚΑΙ ΙΔΙΟΚΤΗΣΙΑ

Ἄρθρον 14.

α) Ἀναγνωρίζεται ὅτι ἡ Ἰαπωνία θὰ ἔδει νὰ καταβάλῃ ἐπανορθώσεις εἰς τὰς Συμμάχους Δυνάμεις διὰ τὰς ζημίας καὶ τὰ δεινὰ τῶν ὁποίων ἐγένετο πρόξενος κατὰ τὸν πόλεμον. Ἐν τούτοις ἀναγνωρίζεται ἐπίσης ὅτι ἡ Ἰαπωνία δὲν διαθέτει ἐπαρκῆ οἰκονομικὰ μέσα ὥστε νὰ διατηρήσῃ βιώσιμον οἰκονομίαν καὶ συγχρόνως ἐξασφαλίσῃ πλήρη ἐπανόρθωσιν πασῶν τῶν ἐν λόγῳ ζημιῶν καὶ δεινῶν καὶ ταυτόχρονον ἀντιμετώπισιν τῶν λοιπῶν ὑποχρεώσεών της.

Διὰ ταῦτα

1. Ἡ Ἰαπωνία ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως προέλθῃ συντόμως εἰς διαπραγματεύσεις μετὰ τῶν ἐπιθυμουσῶν τοῦτο Συμμάχων Δυνάμεων τῶν ὁποίων τὰ σημερινὰ ἐδάφη κατελήφθησαν ὑπὸ τῶν ἰαπωνικῶν δυνάμεων καὶ ὑπέστησαν ζημίας ἐκ μέρους τῆς Ἰαπωνίας, ἐπὶ τῷ σκοπῷ νὰ συμβάλῃ εἰς τὴν ἀποζημίωσιν τῶν ἐν λόγῳ χωρῶν διὰ τὰς δαπάνας ἀποκαταστάσεως τῶν γενομένων ζημιῶν, θέτουσα εἰς τὴν διάθεσίν των τὰς ὑπηρεσίας τοῦ ἰαπωνικοῦ λαοῦ εἰς ἐργασίας κατασκευῆς, ἀνελκύσεων καὶ πάσης ἄλλης φύσεως διὰ λογαριασμὸν τῶν εἰρηνέων Συμμάχων Δυνάμεων. Διὰ τῶν συμφωνιῶν τούτων θ' ἀποφευχθῇ ἡ ἐπιβολὴ προσθέτων βαρῶν ἐπὶ ἑτέρων Συμμάχων Δυνάμεων, καὶ ὁσάκις καθίσταται ἀναγκαία ἡ χρησιμοποίησις πρώτων ὑλῶν αὗται θὰ χορηγῶνται ὑπὸ τῶν ἐν λόγῳ Συμμάχων Δυνάμεων διὰ νὰ μὴ ἀναγκάζηται ἡ Ἰαπωνία νὰ προμηθεύηται ξένον συνάλλαγμα.

2. (Ι) Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ κατωτέρω ἐδαφίου (ΙΙ), ἑκάστη τῶν Συμμάχων Δυνάμεων θὰ δικαιοῦται νὰ κατάσχῃ, κατακρατῇ καὶ ἐκποιῇ ἢ ἄλλως διαθέτῃ πᾶσαν ἰδιοκτησίαν, δικαιώματα καὶ συμφέροντα

(α) τῆς Ἰαπωνίας καὶ τῶν ἰαπώνων ὑπηκόων,

(β) προσώπων ἐνεργούντων διὰ λογαριασμὸν ἢ ἐν ὀνόματι τῆς Ἰαπωνίας ἢ ἰαπώνων ὑπηκόων, καὶ

(γ) ὁμάδων περιουσιακῶν στοιχείων εὑρισκομένων εἰς τὴν κατοχὴν ἢ ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῆς Ἰαπωνίας καὶ Ἰαπώνων ὑπηκόων ἅτινα εὑρίσκοντο ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν της κατὰ τὴν ἀρχικὴν θέσιν ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συμβάσεως. Εἰς τὴν ἰδιοκτησίαν τὰ δικαιώματα καὶ συμφέροντα τὰ καθοριζόμενα ἐν τῷ παρόντι ἐδαφίῳ θὰ συμπεριληφθῶσι καὶ ἐκεῖνα τὰ ὁποῖα ἤδη εἶναι δεσμευμένα, ὑπὸ ἐπίσχεσιν ἢ εἰς τὴν κατοχὴν ἢ ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῶν ἀρχῶν τῶν Συμμάχων Δυνάμεων τῶν διαχειριζομένων τὰς ἐχθρικὰς περιουσίας, καὶ τὰ ὁποῖα ἀνῆκον εἰς τὰ ἐν ὑπεδαφίοις (α), (β) ἢ (γ) ἀνωτέρω ὁριζόμενα πρόσωπα ἢ περιουσιακὰς ὁμάδας καθ' ὃν χρόνον τὰ ἐν λόγῳ περιουσιακὰ στοιχεῖα ὑπήχθησαν εἰς τὸν ἔλεγχον τῶν ἐν λόγῳ ἀρχῶν ἢ ἐκρατοῦντο ἢ ἦσαν ἀντικείμενον διαχειρίσεως ἐν ὀνόματι τῶν αὐτῶν ὡς ἄνω προσώπων.

(ΙΙ) Τὸ ἐν ἐδαφίῳ (Ι) ἀνωτέρω ὁριζόμενον δικαίωμα δὲν θέλει ἐφαρμοσθῇ

(i) ἐπὶ τῶν περιουσιῶν ἰαπώνων φυσικῶν προσώπων τὰ ὁποῖα κατὰ τὸν πόλεμον καὶ τῇ ἀδείᾳ τῆς ἐνδιαφερομένης Κυβερνήσεως διέμενον ἐπὶ τοῦ ἐδάφους μιᾶς τῶν Συμμάχων Δυνάμεων ἐκτὸς τῶν ἐδαφῶν τῶν κατεχομένων ὑπὸ τῆς Ἰαπωνίας, ἐξαιρέσει τῶν περιουσιῶν τῶν ὑποβληθεισῶν κατὰ τὸν πόλεμον εἰς περιορισμοὺς καὶ μήπω ἀπαλλαγεισῶν τούτων κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἀρχικῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συμβάσεως·

(ii) ἐπὶ ἀκινήτων, ἐπίπλων καὶ λοιπῶν κινητῶν πραγμάτων ἀνηκόντων εἰς τὴν Ἰαπωνικὴν Κυβέρνησιν καὶ προοριζομένων διὰ τὴν χρῆσιν διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν ὑπηρεσιῶν, καὶ ἐπὶ πάντων τῶν προσωπικῶν ἐπίπλων καὶ εἰδῶν ἐπιπλώσεως καὶ λοιπῶν ἰδιωτικῶν εἰδῶν μὴ ἀποτελούντων ἐπενδύσεις, τὰ ὁποῖα ἦσαν κανονικῶς ἀναγκαῖα διὰ τὴν διεξαγωγὴν διπλωματικῶν καὶ προξενικῶν καθηκόντων καὶ ἀνήκουν εἰς τὸ ἰαπωνικὸν διπλωματικὸν καὶ προξενικὸν προσωπικόν·

(iii) ἐπὶ περιουσιῶν ἀνηκουσῶν εἰς θρησκευτικὰ σωματεῖα ἢ ἰδιωτικὰ φιλανθρωπικὰ ἱδρύματα, χρησιμευουσῶν δ' ἀποκλειστικῶς εἰς σκοποὺς θρησκευτικοὺς ἢ φιλανθρωπικούς.

(iv) ἐπὶ περιουσιῶν, δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων περιελθόντων εἰς τὴν δικαιοδοσίαν της συνεπείᾳ τῆς ἐπαναλήψεως μετὰ τὴν 2αν Σεπτεμβρίου 1945 τῶν ἐμπορικῶν καὶ οἰκονομικῶν σχέσεων μεταξὺ τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας καὶ τῆς Ἰαπωνίας, πλὴν τῶν περιουσιῶν, δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων τῶν γεννηθέντων ἐκ δικαιοπραξιῶν ἀντιβαινουσῶν εἰς τοὺς νόμους τῆς ἐνδιαφερομένης Συμμάχου Δυνάμεως.

(v) ἐπὶ ὑποχρεώσεων τῆς Ἰαπωνίας ἢ τῶν ἰαπώνων ὑπηκόων ἐπὶ παντὸς δικαιώματος, τίτλου ἢ συμφέροντος ἀφορῶντος ἐνσώματα ἀγαθὰ κείμενα ἐν Ἰαπωνίᾳ, ἐπὶ συμφερόντων εἰς ἐπιχειρ σεις συσταθείσας συμφώνως πρὸς τοὺς ἰαπωνικοὺς νόμους ἢ ἐπὶ πάσης ἄλλης ἐγγράφου ἀποδείξεως τούτων, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι ἡ παροῦσα ἐξαίρεσις δὲν ἀφορᾷ εἰμὴ τὰς εἰς ἰαπωνικὸν νόμισμα ἐκπεφρασμένας ὑποχρεώσεις τῆς Ἰαπωνίας καὶ τῶν ὑπηκόων της.

III) Αἱ περιουσίαι αἱ ἀναφερόμεναι εἰς τὰς ἐν ὑπεδαφίοις (i) μέχρι καὶ (v) ἀνωτέρω ἐξαιρέσεις θέλουν ἐπιστραφῆ κατόπιν ἐξοφλήσεως τῶν λελογισμένων δκπανῶν συντηρήσεως καὶ διαχειρίσεώς των. Ἐὰν οἱαδ ποτε τῶν ἐν λόγῳ περιουσιῶν ἔχει ἐκκαθαρισθῇ, τὸ προϊὸν τῆς ἐκκαθαρίσεως της θέλει ἐπιστραφῆ ἀντ' αὐτῆς.

IV) Τὸ δικαίωμα κατασχέσεως, κατακρατήσεως καὶ ἐκκαθαρίσεως τῶν ἐν ἐδαφίῳ (I) ἀνωτέρω ὁριζομένων ἰαπωνικῶν περιουσιῶν καὶ τῆς καθ' οἱονδήποτε ἄλλον τρόπον διαθέσεώς των θὰ ἀσκῆται συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τῆς ἐνδιαφερομένης Συμμάχου Δυνάμεως, ὁ δὲ κύριος τούτων δὲν θὰ ἔχῃ εἰμὴ τὰ ὑπὸ τῆς εἰρημένης νομοθεσίας χορηγούμενα εἰς αὐτὸν δικαιώματα.

V) Αἱ Σύμμαχοι Δυνάμεις συμφωνοῦσι νὰ χορηγήσωσιν εἰς τὰ ἰαπωνικὰ ἐμπορικὰ σήματα καὶ εἰς τὰ δικαιώματα πνευματικῆς καὶ καλλιτεχνικῆς ἰδιοκτησίας τὴν εὐνοϊκωτέραν δυνατὴν ἔναντι τῆς Ἰαπωνίας μεταχείρισιν ἀναλόγως τῶν ἐν ἑκάστῃ χώρᾳ ἐπικρατουσῶν συνθηκῶν.

β) Ἐξαιρέσει τῶν ἐν τῇ παρούσῃ Συνθήκῃ ἀντιθέτων τυχὸν διατάξεων, αἱ Σύμμαχοι Δυνάμεις παραιτοῦνται πάσης ἀπαιτήσεώ των δι' ἐπανορθώσεις, πάσης ἄλλης ἀπαιτήσεως τῶν Συμμάχων Δυνάμεων καὶ τῶν ὑπηκόων των ἀπορρεούσης ἐκ παντὸς μέτρου ληφθέντος ὑπὸ τῆς Ἰαπωνίας καὶ τῶν ὑπηκόων της διαρκοῦντος τοῦ πολέμου, ὡς καὶ τῶν ἀπαιτήσεων τῶν Συμμάχων Δυνάμεων τῶν σχετικῶν πρὸς τὰς ἀμέσους στρατιωτικὰς δαπάνας κατοχῆς.

Ἄρθρον 15.

(α) Κατόπιν αἰτήσεως ὑποβαλλομένης ἐντὸς προθεσμίας ἐννέα μηνῶν ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συνθήκης μεταξὺ τῆς Ἰαπωνίας καὶ τῆς ἐνδιαφερομένης Συμμάχου Δυνάμεως, ἡ Ἰαπωνία ὀφείλει, ἐντὸς ἓξ μηνῶν ἀπὸ τοῦ χρόνου ὑποβολῆς τῆς εἰρημένης αἰτήσεως, ν' ἀποδώσῃ τὰ ἐν Ἰαπωνίᾳ ἐνσώματα καὶ ἀσώματα ἀγαθὰ καὶ τὰ παντὸς εἴδους δικαιώματα καὶ συμφέροντα ἑκάστης Συμμάχου Δυνάμεως καὶ τῶν ὑπηκόων ταύτης τὰ εὑρισκόμενα ἐν Ἰαπωνίᾳ ὁποτεδήποτε μεταξὺ τῆς 7ης Δεκεμβρίου 1941 καὶ τῆς 2ας Σεπτεμβρίου 1945. ἐκτὸς ἐὰν ὁ κύριος τούτων τὰ διέθεσεν ἐλευθέρως ἄνευ ἀσκήσεως ὑπ' αὐτοῦ βίας ἢ ἀπάτης. Τὰ ἐν λόγῳ ἀγαθὰ δέον νὰ ἀποδοθοῦν ἐλεύθερα πάσης ὑποθήκης καὶ παντὸς βάρους εἰς τὴν ὁποίαν ἐνδεχομένως ὑπεβλήθησαν ἕνεκα τοῦ πολέμου, καὶ ἀπηλλαγμένα πάσης σχετικῆς πρὸς τὴν ἀπόδοσίν των δαπάνης. Ἡ Ἰαπωνικὴ Κυβέρνησις θὰ δικαιοῦται νὰ διαθέσῃ καθ' ὃν τρόπον ἐπιθυμεῖ τὰ ἀγαθὰ διὰ τὰ ὁποῖα οὐδεμία αἴτησις ἀποδόσεως ὑπεβλήθη ἐντὸς τῶν ὁρισθεισῶν προθεσμιῶν ἐκ μέρους τοῦ κυρίου των ἢ ἐν ὀνόματί του ἢ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεώς του. Ἐν ᾗ περιπτώσει τὰ ἐν λόγῳ ἀγαθὰ εὑρίσκονται ἐν Ἰαπωνίᾳ τὴν 7ην Δεκεμβρίου 1941 καὶ δὲν εἶναι δυνατὴ ἡ ἀπόδοσίς των ἢ ὑπέστησαν φθορὰς ἢ ζημίας ἐκ τοῦ πολέμου ἡ διὰ ταῦτα ἀποζημίωσις θὰ πραγματοποιηθῇ ὑπὸ ὅρους οὐχὶ ὀλιγώτερον εὐνοϊκοὺς τῶν προβλεπομένων ἐν τῷ σχεδίῳ νόμου περὶ ἀποζημιώσεως τῶν Περιουσιῶν τῶν Συμμάχων Δυνάμεων τῷ ἐγκριθέντι ὑπὸ τῆς Ἰαπωνικῆς Κυβερνήσεως τὴν 13ην Ἰουλίου 1951.

(β) Ὅσον ἀφορᾶ τὰ δικαιώματα βιομηχανικῆς ἰδιοκτησίας τὰ ὑποστάντα ζημίας κατὰ τὸν πόλεμον, ἡ Ἰαπωνία θέλει συνεχίσει χορηγοῦσα εἰς τὰς Συμμάχους Δυνάμεις καὶ τοὺς ὑπηκόους των πλεονεκτήματα οὐχὶ ἧσσονα τῶν μέχρι τοῦδε χορηγουμένων δυνάμει τῶν ἓξῆς Κυβερνητικῶν Διαταγῶν (CABINET ORDERS): ὑπ' ἀριθ. 309 τεθείσης ἐν ἰσχύϊ τὴν 1ην Σεπτεμβρίου 1949, ὑπ' ἀριθ. 12 τεθείσης ἐν ἰσχύϊ τὴν 28ην Ἰανουαρίου 1950, καὶ ὑπ' ἀριθ. 9 τεθείσης ἐν ἰσχύϊ τὴν 1ην Φεβρουαρίου 1951, ὡς αὗται ἐτροποποιήθησαν ἔκτοτε, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι οἱ ὡς ἄνω ὑπήκοοι ἐπεκαλέσθησαν τὰ ἐν λόγῳ πλεονεκτήματα ἐν ὅς τῶν προθεσμιῶν τῶν ὁριζομένων ἐν ταῖς εἰρημένις Διαταγαῖς.

(γ) (i) Ἡ Ἰαπωνία ἀναγνωρίζει ὅτι τὰ δικαιώματα πνευματικῆς καὶ καλλιτεχνικῆς ἰδιοκτησίας, τὰ ὑφιστάμενα ἐν Ἰαπωνίᾳ τὴν 6ην Δεκεμβρίου 1941 ὡς πρὸς τὰ δημοσιευθέντα ἢ μὴ δημοσιευθέντα ἔργα τῶν Συμμάχων Δυνάμεων καὶ τῶν ὑπηκόων των, ἐξηκολούθησαν ἰσχύοντα ἀπὸ τῆς εἰρημένης ἡμερονηνίας, καὶ ἀναγνωρίζει τὰ δικαιώματα τὰ γεννηθέντα, ἢ τὰ ὁποῖα θὰ ἐγεννῶντο ἐὰν δὲν εἶχε μεσολαβήσει ὁ πόλεμος, ἐν Ἰαπωνίᾳ ἀπὸ τῆς εἰρημένης ἡμερομηνίας ἐκ τοῦ γεγονότος τῆς ἐφαρμογῆς πάσης συμβάσεως καὶ συμφωνίας τῶν ὁποίων ἡ Ἰαπωνία μετεῖχε κατὰ τὴν εἰρημένην ἡμερομηνίαν, ἀνεξαρτήτως τοῦ γεγονότος τῆς καταργήσεως ἢ μὴ καταργήσεως ἢ τῆς ἀναστολῆς ἢ μὴ ἀναστολῆς τῶν ἐν λόγῳ συμβάσεων ἢ συμφωνιῶν κατὰ τὴν ἔναρξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν ἢ ἔκτοτε ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τῆς Ἰαπωνίας ἢ τῆς τῶν ἐνδιαφερομένων Συμμάχων Δυνάμεων.

(ii) Ἡ χρονικὴ περίοδος μεταξὺ τῆς 7ης Δεκεμβρίου 1941 καὶ τῆς ἡμερομηνίας τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συνθήκης δὲν θέλει ὑπολογισθῇ εἰς τὸν χρόνον κανονικῆς προστασίας τῶν δικαιωμάτων τούτων, τοῦ ἰδιοκτήτου τῶν δικαιωμάτων μὴ ὑποχρεωμένου νὰ ζητήσῃ τοῦτο καὶ μὴ ὑποχρεωμένου εἰς καταβολὴν τέλους τινος ἢ εἰς ἑτέραν διατύπωσιν. Ἡ εἰρημένη χρονικὴ περίοδος, ἐπηυξημένη κατὰ ἓξ μῆνας, δὲν θέλει ὡσαύτως ὑπολογισθῇ εἰς τὴν κανονικὴν προθεσμίαν ἐντὸς τῆς ὁποίας φιλολογικόν τι ἔργον ὀφείλει νὰ μεταφρασθῇ εἰς τὴν ἰαπωνικὴν γλῶσσαν διὰ νὰ τύχῃ τῶν μεταφραστικῶν σιαιωμάτων ἐν Ἰαπωνίᾳ.

Ἄρθρον 16.

Εἰς ἔνδειξιν τῆς ἐπιθυμίας της ὅπως ἀποζημιώσῃ ἐκείνους τῶν ὑπηρετησάντων εἰς τὰς τάξεις τῶν στρατῶν τῶν Συμμάχων Δυνάμεων οἵτινες ὑπέστησαν ἐξαιρετικὰς στερήσεις κατὰ τὴν αἰχμαλωσίαν των ἐν Ἰαπωνίᾳ, ἡ Ἰαπωνία θέλει μεταβιβάσει πρὸς τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν τοῦ Ἐθνικοῦ Σταυροῦ τὰ περιουσιακὰ της στοιχεῖα καὶ τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα τῶν ὑπηκόων της τὰ εὑρισκόμενα εἰς χώρας ὁποῖαι παρέμειναν οὐδέτεραι κατὰ τὸν πόλεμον ἢ αἱ ὁποῖαι εὑρίσκοντο εἰς πόλεμον μετά τινος τῶν Συμμάχων Δυνάμεων, ἢ κατὰ τὴν προτίμησιν της τὸ ἀντίτιμον τῶν ἐν λόγῳ περιουσιακῶν στοιχείων, ἡ δὲ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐ

Σταυροῦ θέλει ρευστοποιήσῃ ταῦτα καὶ κατανείμῃ ροϊὸν των μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων ἐθνικῶν ὀργανώσεων τῶν πρώην αἰχμαλώτων πολέμου καὶ τῶν οἰκογενειῶν καθ' ὃν τρόπον θέλει κρίνει δικαιότερον. Αἱ ἐν ἄρθρῳ κ) 2(ii) μέχρι (v) συμπεριλαμβανομένου τῆς παρούσης ήκης ὁριζόμεναι κατηγορίαι περιουσιακῶν στοιχείων υσιν ἐξαιρεθῆ τῆς ἐν λόγῳ μεταβιβάσεως, ὡς καὶ τὰ ουσιακὰ στοιχεῖα τῶν Ἰαπώνων φουσικῶν προσώπων μὴ κατοικούντων ἐν Ἰαπωνίᾳ κατὰ τὴν πρώτην θέσιν σχύϊ τῆς παρούσης Συνθήκης. Ἐπίσης ἐξυπακούεται ἡ περὶ μεταβιβάσεως διάταξις τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐφαρμόζεται εἰς τὴν περίπτωσιν τῶν 19.770 μετοχῶν Τραπέζης Διεθνῶν Διακανονισμῶν αἵτινες ἤδη ἀνήκουσιν ἰαπωνικὰ πιστωτικὰ καὶ οἰκονομικὰ ἱδρύματα.

Ἄρθρον 17.

α) Τῇ αἰτήσει μιᾶς τῶν Συμμάχων Δυνάμεων ἡ Ἰαπω- ἡ Κυβέρνησις θέλει προβῇ, συμφώνως πρὸς τὸ διεθνὲς κιον, εἰς τὴν ἐξέτασιν καὶ ἀναθεώρησιν πάσης ἀποφάσεως άσης ἐπιταγῆς τῶν ἰαπωνικῶν Δικαστηρίων Λειῶν ἀφο- της τὰ δικαιώματα κυριότητος τῶν ὑπηκόων τῆς ἐν λόγῳ μάχου Δυνάμεως, καὶ θέλει χορηγήσει ἀντίγραφον παντὸς ράφου καὶ στοιχείου τῶν σχετικῶν δικῶν. συμπεριλαμ- ομένων τῶν ἐκδοθεισῶν ἀποφάσεων καὶ ἐπιταγῶν τῶν ημένων Δικαστηρίων. Εἰς πᾶσαν ὑπόθεσιν ἢ δίκην τῆς ίας ἡ ἐξέτασις ἢ ἀναθεώρησις ἐμφαίνει ὅτι δέον νὰ ὀθῇ ἀπόδοσις ἢ ἀποκατάστασις, θὰ ἐφαρμοσθοῦν αἱ δια- ξεις τοῦ ἄρθρου 15 ὡς πρὸς τὰ ἀντικείμενα τῶν ὡς ἄνω κιωμάτων.

β) Ἡ Ἰαπωνικὴ Κυβέρνησις θὰ λάβῃ τὰ ἐνδεικνυόμενα τρα διὰ νὰ δυνηθοῦν οἱ ὑπήκοοι οἱασδήποτε τῶν Συμμά- Δυνάμεων, ὁποτεδήποτε ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς ἔτους τῆς θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συνθήκης μεταξὺ Ἰαπωνίας καὶ τῆς ἐνδιαφερομένης Συμμάχου Δυνάμεως, ἀσκήσουν ἐνώπιον τῶν ἁρμοδίων ἰαπωνικῶν ἀρχῶν τὸ ον ἀναθεωρήσεως πάσης ἀποφάσεως ἐκδοθείσης παρὰ ἰαπω ῦ δικαστηρίου, μεταξὺ τῆς 7 Δ)ρίου 1941 καὶ τῆς ἐν λόγῳ κως ἐν ἰσχύϊ, ἐπὶ πάσης δίκης καθ' ἣν ὑπήκοός τις Συμ- ου Δυνάμεως δὲν ἠδυνήθη νὰ παραστῇ ὡς ἐνάγων ἢ ἐνα- ενος. Ἡ Ἰαπωνικὴ Κυβέρνησις θὰ λάβῃ τὰ ἐνδεικνυό- α μέτρα ὥστε ὁ ὑπήκοος ὁ ὑποστὰς ζημίαν συνεπείᾳ τοι- ης τινὸς ἀποφάσεως ν' ἀποκατασταθῇ εἰς ἣν θέσιν εὑρίσ- πρὸ τῆς ἐκδόσεως τῆς ἀποφάσεως ἢ νὰ τύχῃ δικαίας, ἀναλόγου τῆς περιπτώσεως, ἀποζημιώσεως.

Ἄρθρον 18.

α) Ἀναγνωρίζεται ὅτι ἡ μεσολάβησις τῆς καταστά- ς πολέμου δὲν μετέβαλε τὴν ὑποχρέωσιν ἐξοφλήσεως τῶν ματικῶν ὀφειλῶν τῶν ἀπορρεουσῶν ἐξ ὑποχρεώσεων καὶ βολαίων (συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ἀναφερομένων ὁμολογίας), καὶ ἐκ δικαιωμάτων ὑφισταμένων ἢ κτη- ων πρὸ τῆς ὑπάρξεως τῆς καταστάσεως πολέμου, τῶν λομένων ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ἢ τῶν ὑπηκόων τῆς Ἰα- ίας εἰς Κυβέρνησιν ἢ ὑπηκόους τῶν Συμμάχων Δυνά- ν, ἢ τῶν ὀφειλομένων ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ἢ τῶν ὑπη- ν μιᾶς τῶν Συμμάχων Δυνάμεων εἰς τὴν Κυβέρνησιν ὺς ὑπηκόους τῆς Ἰαπωνίας. Ὁμοίως ἡ μεσολάβησις τῆς στάσεως πολέμου δὲν θέλει θεωρηθῇ ὡς μεταβάλλουσα ὑποχρέωσιν τῆς πλήρους ἐξετάσεως τῶν ἀπαιτήσεων ζημιῶν προσγενομένων εἰς περιουσίας ἢ ἄτομα ἢ λόγῳ τοῦ πρὸ τῆς ὑπάρξεως τῆς καταστάσεως πολέμου, τῶν πρώτην φορὰν ἢ ἐκ νέου προβαλλομένων ὑπὸ τῆς Κυβερ- ως μιᾶς τῶν Συμμάχων Δυνάμεων εἰς τὴν Κυβέρνησιν Ἰαπωνίας ἢ παρὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἰαπωνίας εἰς τῶν Κυβερνήσεων τῶν Συμμάχων Δυνάμεων. Αἱ δια- ις τῆς παρούσης παραγράφου οὐδόλως θίγουσι τὰ διὰ ἄρθρου 14 συνιστώμενα δικαιώματα.

β) Ἡ Ἰαπωνία ἐπιβεβαιοῖ τὰς ὑποχρεώσεις της ὡς πρὸς ροπολεμικὸν ἐξωτερικὸν χρέος τοῦ Ἰαπωνικοῦ Κράτους ὡς πρὸς τὰς ὀφειλὰς νομικῶν προσώπων τὰς δηλωθεί- μεταγενεστέρως ὡς ἀποτελούσας ὑποχρεώσεις τοῦ Ἰα- κοῦ Κράτους, καὶ διαδηλοῖ τὴν ἀπόφασίν της ὅπως προέλ- ντόμως εἰς διαπραγματεύσεις μετὰ τῶν πιστωτῶν της ἣν ἀπανάληψιν τῶν πληρωμῶν τῶν χρεῶν της, ὅπως προωθήσῃ τὰς σχετικὰς πρὸς ἄλλας προπολεμικὰς ἀπαι- τήσεις καὶ ὑποχρεώσεις διαπραγματεύσεις, καὶ ὅπως κατ' ἀκολουθίαν διευκολύνῃ τὴν μεταφορὰν κεφαλαίων.

Ἄρθρον 19.

α) Ἡ Ἰαπωνία παραιτεῖται πασῶν τῶν ἐναντίον τῶν Συμμάχων καὶ τῶν ὑπηκόων τούτων ἀπαιτήσεων τῆς Ἰα- πωνίας καὶ τῶν ὑπηκόων της τῶν προκυψασῶν ἐκ τοῦ πο- λέμου ἢ ἀπορρεουσῶν ἐκ μέτρων ληφθέντων συνεπείᾳ τῆς ὑπάρξεως καταστάσεως πολέμου, καὶ παραιτεῖται πασῶν τῶν ἀπαιτήσεων τῶν ἀπορρεουσῶν ἐκ τῆς παρούσας, τῶν ἐπιχειρήσεων ἢ τῶν ἐνεργειῶν τῶν στρατευμάτων ἢ τῶν ἀρχῶν οἱασδήποτε τῶν Συμμάχων Δυνάμεων ἐπὶ τοῦ ἰα- πωνικοῦ ἐδάφους πρὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συνθήκης.

β) Ἡ προηγουμένη παραίτησις ἐκτείνεται ἐφ' ὅλων τῶν ἀπαιτήσεων τῶν ἀπορρεουσῶν ἐκ μέτρων ληφθέντων παρ' οἱασδήποτε τῶν Συμμάχων Δυνάμεων σχετικῶς πρὸς ἰαπωνικὰ πλοῖα μεταξὺ τῆς 1ης Σεπτεμβρίου 1939 καὶ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συνθήκης, ὡς καὶ ἐφ' ὅλων τῶν ἀπαιτήσεων καὶ χρεῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς Ἰάπωνας αἰχμαλώτους πολέμου καὶ πολιτικοὺς κρατουμένους εἰς χεῖρας τῶν Συμμάχων Δυνάμεων, δὲν περιλαμβάνει ὅμως τὰς ἰαπωνικὰς ἀπαιτήσεις τὰς εἰδικώτερον ἀναγνωρισθείσας ὑπὸ τῶν νόμων οἱασδήποτε τῶν Συμμάχων Δυνάμεων τῶν ἰσχυ- σάντων ἀπὸ τῆς 2ας Σεπτεμβρίου 1945 καὶ ἐντεῦθεν.

γ) Ἡ Ἰαπωνικὴ Κυβέρνησις ὁμοίως παραιτεῖται, ὑπὸ τὴν προυπόθεσιν ἀμοιβαίας παραιτήσεως, πασῶν τῶν ἐπ' ὀνόματι τῆς Ἰαπωνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῶν ἰαπώνων ὑπη- κόων ἐναντίον τῆς Γερμανίας καὶ τῶν γερμανῶν ὑπηκόων ἀπαιτήσεων (συμπεριλαμβανομένων τῶν χρεῶν), ὡς καὶ τῶν ἐχουσῶν διακυβερνητικὸν χαρακτῆρα ἀπαιτήσεων καὶ τῶν ἀπαιτήσεων τῶν ἀφορωσῶν ἀπωλείας καὶ ζημίας ἐπι- συμβάσας κατὰ τὸν πόλεμον, ἐξαιρέσει ἐν τούτοις (α) τῶν ἀπαιτήσεων τῶν ἀναφερομένων εἰς συμβόλαια συνομολο- γηθέντα καὶ εἰς δικαιώματα κτηθέντα πρὸ τῆς 1ης Σεπτεμ- βρίου 1939, καὶ (β) τῶν ἀπαιτήσεων τῶν ἀπορρευσῶν ἐκ τῶν μετὰ τὴν 2αν Σεπτεμβρίου 1939 μεταξὺ τῆς Ἰαπωνίας καὶ τῆς Γερμανίας ἐμπορικῶν καὶ οἰκονομικῶν συναλλαγῶν. Ἡ τοιαύτη παραίτησις δὲν θέλει θίξει τὰ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 16 καὶ 20 τῆς παρούσης Συν- θήκης ληφθέντα μέτρα.

δ) Ἡ Ἰαπωνία ἀναγνωρίζει τὴν ἰσχὺν πασῶν τῶν ἐ- νεργειῶν καὶ παραλείψεων τῶν γενομένων κατὰ τὴν διάρ- κειαν τῆς κατοχῆς δυνάμει ἢ συνεπείᾳ ὁδηγιῶν τῶν ἀρχῶν κατοχῆς ἢ τῶν ὁποίων ἡ ἐνέργεια ἐπετρέπετο παρὰ τῆς τότε ἰσχυούσης ἰαπωνικῆς νομοθεσίας, δὲν θέλει δὲ λάβει οἱον- δήποτε μέτρον ἐκθέτον ὑπηκόους τῶν Συμμάχων Δυνάμεων εἰς πολιτικὴν ἢ ποινικὴν δίωξιν ὀφειλομένην εἰς τὰς ἐν λόγῳ ἐνεργείας ἢ παραλείψεις.

Ἄρθρον 20.

Ἡ Ἰαπωνία θὰ λάβῃ πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ ὅτι τὰ ἐν Ἰαπωνίᾳ γερμανικὰ περιουσιακὰ στοι- χεῖα θέλουσι διατεθῇ καθ' ὃν τρόπον ἀπεφάσισαν ἢ θέλουσιν ἐνδεχομένως ἀποφασίσει αἱ δυνάμεις αἵτινες, συμφώνως πρὸς τὸ Πρωτόκολλον τῶν ἐργασιῶν τῆς Συνδιασκέψεως τοῦ Βερολίνου τοῦ 1945, δικαιοῦνται τῆς διαθέσεως τῶν εἰρημένων περιουσιακῶν στοιχείων, μέχρι δὲ τῆς ὁριστικῆς διαθέσεώς των θέλει ἀναλάβει τὴν εὐθύνην τῆς συντηρήσεως καὶ διαχειρίσεώς των.

Ἄρθρον 21.

Παρὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 25 τῆς παρούσης Συν- θήκης, ἡ Κίνα θὰ δικαιοῦται τῶν πλεονεκτημάτων τῶν συ- νιστωμένων διὰ τῶν ἄρθρων 10 καὶ 14 (α) 2 ἡ δὲ Κορέα τῶν δικαιωμάτων τῶν συνιστωμένων διὰ τῶν ἄρθρων 2, 4, 9 καὶ 12 τῆς παρούσης Συνθήκης.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI

ΔΙΑΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ ΤΩΝ ΔΙΑΦΟΡΩΝ

Ἄρθρον 22.

Ἐάν, κατὰ τὴν γνώμην τινὸς τῶν διὰ τῆς παρούσης Συν- θήκης Συμβαλλομένων Μερῶν, προέκυψε διαφορὰ τις περὶ

την ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς Συνθήκης μὴ δυναμένη νὰ λυθῇ διὰ προσφυγῆς εἰς εἰδικὸν δικαστήριον ἀμφισβητήσεων ἢ δι' ἄλλων συμπεφωνημένων μέσων, ἡ διαφορὰ θὰ θέλει ὑποβληθῇ, τῇ αἰτήσει τινὸς τῶν Συμβαλλομένων διὰ τοῦ παρόντος Μερῶν, εἰς τὴν κρίσιν τῶν Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης. Ἡ Ἰαπωνία καὶ ὅσαι ἐκ τῶν Συμμάχων Δυνάμεων δὲν μετέχουσι τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης θὰ καταθέσουν εἰς τὸν Γραμματέα τοῦ Δικαστηρίου, κατὰ τὸν χρόνον τῶν ἀντιστοίχων παρὰ τούτων κυρώσεων τῆς παρούσης Συνθήκης καὶ συμφώνως πρὸς τὴν ἀπὸ 15 Ὀκτωβρίου 1946 ἀπόφασιν τοῦ Συμβουλίου Ἀσφαλείας τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, γενικὴν δήλωσιν διὰ τῆς ὁποίας θ' ἀποδέχωνται, ἄνευ εἰδικῆς συμφωνίας, τὴν ἐν γένει ἁρμοδιότητα τοῦ Δικαστηρίου ἐπὶ πασῶν τῶν διὰ τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένων διαφορῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII

ΑΚΡΟΤΕΛΕΥΤΙΟΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρον 23.

(α) Ἡ παροῦσα Συνθήκη θέλει κυρωθῇ ὑπὸ τῶν ὑπογραφόντων ταύτην Κρατῶν, συμπεριλαμβανομένης τῆς Ἰαπωνίας, καὶ θέλει ἰσχύσει δι' ἅπαντα τὰ Κράτη, τὰ ὁποῖα θὰ τὴν ἔχουν κυρώσει, ἀφ' ἧς τὰ κυρωτικὰ ἔγγραφα θὰ ἔχωσι κατατεθῇ ὑπὸ τῆς Ἰαπωνίας καὶ ὑπὸ τῆς λειοψηφίας, συμπεριλαμβανομένων τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς ὡς κυρίας κατεχούσης Δυνάμεως, τῶν ἐξῆς Κρατῶν, ἤτοι Αὐστραλίας, Καναδᾶ, Κεϋλάνης, Γαλλίας, Ἰνδονησίας, τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν, Νέας Ζηλανδίας, Πακιστάν, τῆς Δημοκρατίας τῶν Φιλιππίνων, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας καὶ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς. Ἡ παροῦσα Συνθήκη θέλει ἰσχύσει δι' ἕκαστον Κράτος τὸ ὁποῖον θὰ τὴν κυρώσῃ μεταγενεστέρως ἀπὸ τοῦ χρόνου τῆς καταθέσεως τοῦ κυρωτικοῦ τοῦ ἐγγράφου.

(β) Ἐὰν ἡ Συνθήκη δὲν ἔχῃ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἐντὸς ἐνέα μηνῶν ἀπὸ τοῦ χρόνου τῆς καταθέσεως τῆς ἰαπωνικῆς κυρώσεως, πᾶν ἤδη κυρῶσαν ταύτην Κράτος δύναται νὰ θέσῃ ἐν ἰσχύϊ τὴν Συνθήκην μεταξὺ αὐτοῦ καὶ τῆς Ἰαπωνίας διὰ κοινοποιήσεως περὶ τούτου πρὸς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἰαπωνίας καὶ τὴν Κυβέρνησιν τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς οὐχὶ βραδύτερον τῶν τριῶν ἐτῶν ἀπὸ τοῦ χρόνου τῆς καταθέσεως τῆς ἰαπωνικῆς κυρώσεως.

Ἄρθρον 24.

Ἅπαντα τὰ κυρωτικὰ ἔγγραφα θὰ κατατεθῶσι παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, ἥτις θὰ κοινοποιῇ πρὸς ὅλα τὰ ὑπογράψαντα Κράτη ἑκάστην κατάθεσιν ὡς καὶ τὸν χρόνον θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς Συνθήκης κατὰ τοὺς ὅρους τῶν διατάξεων τοῦ ἐδαφίου (α) τοῦ ἄρθρου 23, καὶ πᾶσαν κοινοποίησιν γενομένην κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἐδαφίου (β) τοῦ ἄρθρου 23.

Ἄρθρον 25

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συνθήκης, αἱ Σύμμαχοι Δυνάμεις θὰ εἶναι τὰ Κράτη τὰ ἐν πολέμῳ πρὸς τὴν Ἰαπωνίαν, ἢ πᾶν Κράτος τὸ ὁποῖον ἀπετέλει προηγουμένως μέρος τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν ἐν ἄρθρῳ 23 ὁριζομένων Κρατῶν ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως, ἐν ἑκάστῃ περιπτώσει, τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος ἔχῃ ὑπογράψῃ καὶ κυρώσῃ τὴν Συνθήκην. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 21, ἡ παροῦσα Συνθήκη οὐδὲν δικαίωμα, οὐδένα τίτλον ἢ πλεονέκτημα θέλει χορηγήσει εἰς Κράτος μὴ ἀποτελοῦν Σύμμαχον Δύναμιν κατὰ τὸν ἐν τῇ παρούσῃ Συνθήκῃ διδόμενον ὁρισμόν, καὶ οὐδὲν δικαίωμα, τίτλος ἢ συμφέρον τῆς Ἰαπωνίας θέλει θεωρηθῇ ὡς ὑποστὰν μείωσιν ἢ ζημίαν ἐκ διατάξεως τινος τῆς Συνθήκης εὐνοϊκῆς διὰ Κράτος τὸ ὁποῖον δὲν ἀποτελεῖ Σύμμαχον Δύναμιν κατὰ τὸν ὡς ἄνω διδόμενον ὁρισμόν.

Ἄρθρον 26

Ἡ Ἰαπωνία θὰ εἶναι ἑτοίμη νὰ συνάψῃ μεθ' οἱουδήποτε Κράτους ὑπογράψαντος τὴν Δήλωσιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1942 ἢ προσχωρήσαντος εἰς αὐτὴν καὶ εὑρισκομένου εἰς πόλεμον πρὸς τὴν Ἰαπωνίαν ἢ μετὰ παντὸς Κράτους τὸ ὁποῖον ἀπετέλει προηγουμένως μέρος τοῦ ἐδάφους Κράτους ἐκ τῶν ἐν ἄρθρῳ 23 ὁριζομένων, καὶ μὴ ὑπογράψαντος τὴν παροῦσαν Συνθήκην, διμερῆ Συνθήκην Εἰρήνης ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους ἢ ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς κατ' οὐσίαν ὅρους ὡς οἱ τῆς παρούσης Συνθήκης, ἡ τοιαύτη ὅμως ὑποχρέωσις τῆς Ἰαπωνίας θέλει ἐκπνεύσει τρία ἔτη ἀπὸ τῆς ἀρχικῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συνθήκης. Ἐν ᾗ περιπτώσει ἡ Ἰαπωνία ἤθελε συνάψει συμφωνίαν εἰρήνης ἢ ἤθελε προβῇ εἰς διακανονισμὸν ἀπαιτήσεως πολέμου μετὰ τινος Κράτους, χορηγοῦσα εἰς τὸ Κράτος τοῦτο πλείονα πλεονεκτήματα τῶν διὰ τῆς παρούσης Συνθήκης προβλεπομένων, τὰ αὐτὰ πλεονεκτήματα θέλουσιν ἐπεκταθῇ εἰς τὰ διὰ τῆς παρούσης Συνθήκης συμβαλλόμενα μέρη.

Ἄρθρον 27

Ἡ παροῦσα Συνθήκη θέλει κατατεθῇ εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Κυβερνήσεως τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, ἥτις θέλει παραδώσει ἀνὰ ἓν κεκυρωμένον ἀντίγραφον ταύτης εἰς ἕκαστον τῶν ὑπογραψάντων Κρατῶν.

Εἰς πίστωσιν τῶν ὁποίων οἱ ὑπογραφόμενοι Πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συνθήκην.

Ἐγένετο ἐν τῇ πόλει τοῦ Ἁγίου Φραγκίσκου σήμερον τὴν μέραν 8ην Σεπτεμβρίου 1951 εἰς τὴν ἀγγλικήν, γαλλικήν, ρωσσικὴν καὶ ἱσπανικὴν γλῶσσαν, ἑκάστης τούτων θεωρουμένης ὡς ἐπισήμου, ὡς καὶ εἰς τὴν ἰαπωνικήν.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἑπομένων διατάξεων διὰ τὴν ρύθμισιν τῶν ζητημάτων τῶν συμβολαίων, τοῦ χρόνου τῶν ραγραφῶν καὶ τῶν ἐμπορικῶν ἀξιογράφων καὶ τοῦ ζητήματος τῶν ἀσφαλιστηρίων συμβολαίων, κατὰ τὴν ἀποκατάστασιν τῆς εἰρήνης μετὰ τῆς Ἰαπωνίας.

Συμβόλαια, Παραγραφὴ καὶ Ἐμπορικὰ Ἀξιόγραφα.

Α. Συμβόλαια.

1. Πλὴν τῶν ἐν παραγράφοις 2 καὶ 3 ἐξαιρέσεων, τὸ συμβόλαιον διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ὁποίου ἀπαιτεῖται συναγασία μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων οἵτινες κατέστησαν ἐχθροὶ κατὰ τὴν ἔννοιαν τοῦ Μέρους Ζ θὰ θεωρηθῇ ὡς διαλυθὲν ἀφ' ἧς στιγμῆς εἰς τῶν συμβαλλομένων κατέστη ἐχθρός. Ἐν τούτοις ἡ διάλυσις αὕτη οὐδόλως θίγει τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 15 καὶ 18 τῆς σήμερον ὑπογραφείσης Συνθήκης Εἰρήνης, οὐδὲ θέλει ἀπαλλάξει οἱονδήποτε τῶν συμβαλλομένων τῆς ὑποχρεώσεως ἐπιστροφῆς τῶν ποσῶν τῶν κατατεθέντων ὡς προκαταβολῶν ἢ ἔναντι λογαριασμοῦ καὶ διὰ ἃ ὁποῖα ὁ ἐν λόγῳ συμβαλλόμενος δὲν ἐχορήγησεν ἀντάλλαγμα.

2. Παρὰ τὰς διατάξεις τῆς ὡς ἀνωτέρω παραγράφου αἱ ἐπιδεκτικοὶ διαχωρισμοῦ ὅροι παντὸς συμβολαίου, ἡ ἐκτέλεσις τῶν ὁποίων δὲν ἀπήτει τὴν συνεργασίαν τῶν συμβαλλομένων τῶν καταστάντων ἐχθρῶν κατὰ τὴν ἔννοιαν τοῦ Μέρους Ζ, δὲν θέλουσι διαλυθῇ καὶ θὰ παραμείνουν ἐν ἰσχύϊ χωρὶς ὅμως τοῦτο νὰ θίγῃ τὰ δικαιώματα τὰ ὁριζόμενα ἐν τῷ ἄρθρῳ 14 τῆς σήμερον ὑπογραφείσης Συνθήκης Εἰρήνης. Ἐν ᾗ περιπτώσει ὁ διαχωρισμὸς τῶν ὅρων συμβολαίου τινὸς δὲν εἶναι δυνατὸς ὡς ἀνωτέρω, τὸ συμβόλαιον θὰ θεωρῆται ὡς διαλελυμένον ἐν τῷ συνόλῳ του. Αἱ διατάξεις αὗται ὑπακούονται ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν ἐθνικῶν νόμων, διαταγμάτων καὶ κανονισμῶν τῶν ἐκδοθέντων ὑπὸ τινος τῶν ἐκ τῶν Συμμάχων Δυνάμεων Κρατῶν κατὰ τοὺς ὅρους τῆς ἐν λόγῳ Συνθήκης Εἰρήνης τῶν ὑπογραφομένων εἰς τὸπαρὸν Πρωτόκολλον, εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τοῦ ὁποίου ὑπάγεται τὸ συμβόλαιον ἢ οἱοσδήποτε τῶν συμβαλλομένων καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ὅρων τοῦ συμβολαίου.

3. Οὐδεμία τῶν διατάξεων τοῦ Μέρους Α θὰ θεωρῆται ὡς ἀκυροῦσα τὰς νομίμως πραγματοποιηθείσας συναλλαγὰς συμφώνως πρὸς συμβόλαιον συναφθὲν μεταξὺ ἐχθρῶν, ἐφ' ὅσον αἱ συναλλαγαὶ αὗται συνετελέσθησαν τῇ ἐγκρίσει τῆς ἐνδιαφερομένης Κυβερνήσεως, οὔσης Κυβερνήσεως χώρας ὑπογραφομένης εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον καὶ συνάμα Σ

μάχου Δυνάμεως κατὰ τὴν ἔννοιαν τῆς ἐν λόγῳ Συνθήκης Εἰρήνης.

4. Ἀσχέτως πρὸς τὰς προηγουμένας διατάξεις τὰ ἀσφαλιστήρια καὶ ἀντασφαλιστήρια συμβόλαια θὰ τύχουν τῆς ιεταχειρίσεως τῆς ὁριζομένης εἰς τὰ Μέρη Δ καὶ Ε τοῦ παόντος Πρωτοκόλλου.

Β. Χρόνος Παραγραφῆς

1. Ὁ χρόνος παραγραφῆς ἢ προθεσμία τοῦ δικαιώματος ἰσκήσεως διαδικαστικῆς πράξεως ἢ τοῦ δικαιώματος ἀσκήεως συντηρητικῶν μέτρων εἰς τὰς ἀφορώσας πρόσωπα ἢ τράγματα ἐννόμους σχέσεις τῶν ὑπηκόων τῶν ὑπογραφομένων εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον χωρῶν οἱ ὁποῖοι , λόγῳ ῆς καταστάσεως πολέμου, δὲν ἠδυνήθησαν ν' ἀσκήσουν ἢ υνεχίσουν διαδικαστικὴν τινα πρᾶξιν ἢ νὰ ἐκπληρώσουν τὰς τρὸς διαφύλαξιν τῶν δικαιωμάτων των ἀναγκαίας διατυπώσεις ἰσχέτως τῆς πρὸ τῆς κηρύξεως τοῦ πολέμου ἢ μετὰ ταύτην ναρξιν τοῦ εἰρημένου χρόνου, θὰ θεωρηθῇ ὡς ἀνασταλεῖς ατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ πολέμου ἀφ' ἑνὸς μὲν ἐπὶ τοῦ ἰαπωικοῦ ἐδάφους καὶ ἀφ' ἑτέρου ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν ὑπογραομένων χωρῶν, αἱ ὁποῖαι, συμφώνως πρὸς τὴν ἀρχὴν τῆς μοιβαιότητος, χορηγοῦσιν εἰς τὴν Ἰαπωνίαν τὸ πλεονέκτημα τῶν διατάξεων τῆς παρούσης παραγράφου. Ὁ ἐν λόγῳ ρόνος θέλει ἀρχίσει ἐκ νέου ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς σήμερον ὑπογραφείσης Συνθήκης Εἰρήνης. Αἱ διατάξεις τς παρούσης παραγράφου θὰ ἐφαρμοσθοῦν ἐπὶ τῶν προθεσμιῶν τῶν ὁρισθεισῶν διὰ τὴν προσαγωγὴν τοκομεριδίων καὶ μερισματαποδείξεων ἢ διὰ τὴν πρὸς ἐξόφλησιν προαγωγὴν χρεωγράφων κληρωθέντων ἢ ἄλλως ἐξοφλητέων, ξυπακουομένου ὅτι ὡς πρὸς τὰ ἐν λόγῳ τοκομερίδια. μερισματαποδείξεις καὶ χρεώγραφα ἡ ἐκ νέου ἔναρξις τῆς προθεσμίας θὰ λάβῃ χώραν ἀφ' ἧς θὰ ὑπάρξουν διαθέσιμα κεφάλαια διὰ τὴν πληρωμὴν εἰς τοὺς κομιστὰς τούτων τῶν ὀφειλομένων ποσῶν.

2. Ὅσάκις λόγῳ μὴ ἐκτελέσεως πράξεώς τινος ἢ παραλείψεως διατυπώσεώς τινος κατὰ τὸν πόλεμον ἐλήφθησαν μέτρα ἐκτελέσεως ἐπὶ τοῦ ἰαπωνικοῦ ἐδάφους εἰς βάρος ὑπηκόου μιᾶς τῶν ἐκ τῶν Συμμάχων Δυνάμεων κατὰ τοὺς ὅρους τῆς εἰρημένης Συνθήκης Εἰρήνης ὑπογραψασῶν χωρῶν, ἡ Ἰαπωνικὴ Κυβέρνησις θέλει ἀποκαταστήσει τὰ θιγέντα δικαιώματα. Ἐὰν ἡ ἀποκατάστασις τῶν ἐν λόγῳ δικαιωμάτων εἶναι ἀδύνατος ἢ καθίστατο ἄδικος, ἡ Ἰαπωνικὴ Κυβέρνησις θέλει μεριμνήσει ὅπως ὁ ὑπήκοος τῆς ὑπογραψάσης ἐνδιαφερομένης χώρας τύχῃ ἀναλόγου πρὸς τὴν περίπτωσιν του δικαίας ἀποζημιώσεως.

Γ. Ἐμπορικὰ Ἀξιόγραφα

1. Εἰς τὰς μεταξὺ ἐχθρῶν σχέσεις, οὐδὲν ἐμπορικὸν ἀξιόγραφον ἐκδοθὲν πρὸ τοῦ πολέμου θέλει θεωρηθῇ ὡς μὴ ἰσχῦον ἐκ μόνου τοῦ λόγου ὅτι δὲν προσήχθη πρὸς ἀποδοχὴν ἢ εἰσπραξιν ἐντὸς τῶν καθωρισμένων προθεσμιῶν, ἢ ὅτι ὁ ἐκδότης ἢ ὀπισθογράφος δὲν εἰδοποιήθησαν ἐντὸς τῶν εἰρημένων προθεσμιῶν περὶ τῆς μὴ ἀποδοχῆς ἢ πληρωμῆς του ἢ περὶ τῆς μὴ διαμαρτυρήσεώς του **ἐντὸς** τῶν εἰρημένων προθεσμιῶν, ἢ ὅτι δὲν ἐγένετο ἡ διαμαρτύρησίς του ἐντὸς τῶν προθεσμιῶν τούτων.

2. Ἐὰν ἡ προθεσμία, ἐντὸς τῆς ὁποίας ἐμπορικὸν τι ἀξιόγραφον ἔδει νὰ προσαχθῇ πρὸς ἀποδοχὴν ἢ εἴσπραξιν, ἢ ἐντὸς τῆς ὁποίας ἔδει νὰ κοινοποιηθῇ εἰς τὴν ἐκδότην ἢ ὀπισθογράφον ἡ μὴ ἀποδοχὴ ἢ ἡ μὴ εἴσπραξις, ἢ ἐντὸς τῆς ὁποίας ἔδει νὰ γίνῃ διαμαρτύρησις τοῦ ἀξιογράφου, ἐξέπνευσε κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ πολέμου, καὶ ἐὰν ὁ ὑπόχρεως πρὸς προσαγωγὴν ἢ διαμαρτύρησιν τοῦ ἀξιογράφου ἢ πρὸς κοινοποίησιν τῆς μὴ ἀποδοχῆς ἢ τῆς μὴ εἰσπράξεώς του παρέλειψε νὰ πράξῃ τοῦτο κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ πολέμου, θέλει χορηγηθῇ προθεσμία τριῶν τοὐλάχιστον μηνῶν ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς σήμερον ὑπογραφείσης Συνθήκης Εἰρήνης, ἐντὸς τῆς ὁποίας θὰ εἶναι δυνατὴ ἡ προσαγωγὴ ἢ ἡ διαμαρτύρησις τοῦ ἐν λόγῳ ἐξιογράφου ἢ ἡ κοινοποίησις τῆς μὴ ἀποδοχῆς ἢ τῆς μὴ εἰσπράξεώς του.

3. Ἐὰν πρόσωπόν τι ὑπεχρεώθη, πρὸ ἢ διαρκοῦντος τοῦ πολέμου, εἰς πληρωμὴν ἐμπορικοῦ ἀξιογράφου συνεπείᾳ ὑποχρεώσεως ἢ δεσμεύσεως ἀναληφθείσης διὰ λογαριασμὸν τοῦ ὑπὸ ἑτέρου προσώπου μεταγενεστέρως καταστάντος ἐχθροῦ, τὸ τελευταῖον τοῦτο ὀφείλει, παρὰ τὴν ἔναρξιν τοῦ πολέμου, νὰ παράσχῃ εἰς τὸ πρῶτον ἐγγύησιν διὰ τὰς συνεπείας τῆς ὑποχρεώσεώς του.

Δ. Ἀσφαλιστήρια καὶ Ἀντασφαλιστήρια.

Συμβόλαια (πλὴν τῶν Ἀσφαλιστηρίων Ζωῆς) μὴ ἐκπνεύσαντα πρὸ τοῦ χρόνου καθ' ὃν οἱ Συμβαλλόμενοι κατέστησαν ἐχθροί.

1. Τὰ Ἀσφαλιστήρια Συμβόλαια θὰ θεωρηθοῦν ὡς μὴ ἀκυρωθέντα ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι οἱ συμβαλλόμενοι κατέστησαν ἐχθροί, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ εὐθύνη ἤρξατο ἰσχύουσα πρὸ τοῦ χρόνου καθ' ὃν οἱ συμβαλλόμενοι ἔγιναν ἐχθροὶ καὶ ὅτι ὁ ἀσφαλισθεὶς εἶχε καταβάλει, πρὸ τοῦ ἐν λόγῳ χρόνου, ἅπαντα τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ τῶν ἀσφαλίστρων ἢ ἄλλων χρηματικῶν ὑποχρεώσεων πρὸς πραγματοποίησιν ἢ διατήρησιν ἐν ἰσχύϊ τῆς Ἀσφαλείας κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ Συμβολαίου.

2. Τὰ Ἀσφαλιστήρια Συμβόλαια, πλὴν ἐκείνων ἅτινα παραμένουσιν ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ὡς ἄνω διάταξιν, θὰ θεωρηθοῦν ὡς μὴ γενομένα, ἅπαντα δὲ τὰ καταβληθέντα δυνάμει τῶν συμβολαίων τούτων ποσὰ δέον νὰ ἀποδοθοῦν.

3. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἐν τοῖς ἑπομένοις διατυπουμένων εἰδικῶν διατάξεων, Συμβάσεις καὶ ἄλλα Συμβόλαια Ἀντασφαλίσεως θὰ θεωρηθοῦν ἀκυρωθέντα ἀπὸ τοῦ χρόνου καθ' ὃν οἱ συμβαλλόμενοι κατέστησαν ἐχθροί. Ἅπασαι δὲ αἱ δυνάμει τούτων γενόμεναι ἐκχωρήσεις θὰ ἀκυρωθοῦν ἀπὸ τοῦ ἐν λόγῳ χρόνου. Ἐξυπακούεται ὅμως ὅτι αἱ ἐκχωρήσεις αἱ σχετικαὶ πρὸς ἀσφαλιστήρια ταξιδίων τῶν ὁποίων ἡ εὐθύνη κινδύνου ἤρξατο ἰσχύουσα δυνάμει Συμβάσεως Ναυτικῆς Ἀντασφαλίσεως θὰ θεωρηθοῦν ὡς διατηρήσασαι τὴν πλήρη ἰσχὺν των μέχρι τῆς κανονικῆς των λήξεως, συμφώνως πρὸς τὰς προθεσμίας καὶ τοὺς ὅρους κατὰ τοὺς ὁποίους ἐξεχωρήθη ἡ εὐθύνη κινδύνου.

4. Ἐξαιρέσει ἀντιθέτων τυχὸν διατάξεων τοῦ Ἀντασφαλιστηρίου Συμβολαίου, τὰ Συμβόλαια Ἀντασφαλίσεως Προαιρετικῶς θὰ θεωρηθοῦν ὡς διατηρήσαντα τὴν πλήρη ἰσχὺν των μέχρι τῆς ἡμέρας καθ' ἣν οἱ συμβαλλόμενοι κατέστησαν ἐχθροὶ καὶ ὡς ἀκυρωθέντα κατὰ τὴν ἐν λόγῳ ἡμέραν, ὁσάκις ἡ εὐθύνη ἤρξατο ἰσχύουσα καὶ ἅπαντα τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ δι' ἀσφάλιστρα ἢ διὰ χρηματικὰς ὑποχρεώσεις πρὸς πραγματοποίησιν ἢ διατήρησιν τῆς Ἀντασφαλείας εἶχον καταβληθῇ ἢ συμψηφισθῇ συμφώνως πρὸς τὴν συνήθη διαδικασίαν.

Ἐξυπακούεται ὅτι αἱ προκαιρετικαὶ αὗται Ἀντασφαλίσεις αἱ ἀναφερόμεναι εἰς συμβόλαια ταξιδίων θὰ θεωρηθοῦν ὡς διατηρήσασαι τὴν πλήρη ἰσχὺν των μέχρι τῆς κανονικῆς λήξεώς των συμφώνως πρὸς τὰς προθεσμίας καὶ τοὺς ὅρους ὑπὸ τοὺς ὁποίους ἐξεχωρήθη ἡ εὐθύνη.

Ἐξυπακούεται ὡσαύτως ὅτι αἱ προαιρητικαὶ Ἀντασφαλίσεις αἱ ἀναφερόμεναι εἰς Ἀσφαλιστήρια Συμβόλαια παραμένοντα ἐν ἰσχύϊ δυνάμει τῆς ἀνωτέρω ὑπ' ἀριθ. 1 διατάξεως θὰ θεωρηθοῦν ὡς διατηρήσαντα τὴν πλήρη ἰσχὺν των μέχρι λήξεως τῆς ἀρχικῆς ἀσφαλίσεως.

5. Ἅπασαι αἱ μὴ ὑπαγόμεναι εἰς τὴν προηγουμένην διάταξιν Συμβάσεις Ἀντασφαλίσεως Προαιρετικῆς καὶ ἅπαντα τὰ Συμβόλαια Ἀντασφαλίσεως τοῦ ὑπερβάλλοντος τῆς ζημίας τὰ βασιζόμενα ἐπὶ τοῦ «Ποσοστοῦ τοῦ Ὑπερβάλλοντος τῆς Ζημίας» καὶ Ἀντασφαλίσεως κατὰ τῆς Χαλάζης (προαιρετικῆς ἢ μὴ) θὰ θεωρηθοῦν ὡς μηδέποτε γενόμεναι, καὶ ἅπαντα τὰ ποσὰ τὰ καταβληθέντα δυνάμει τῶν ἐν λόγῳ Συμβάσεων δέον νὰ ἀποδοθοῦν.

6. Ἐξαιρέσει τῶν ἄλλως ὁριζομένων εἰς τὴν Σύμβασιν ἢ εἰς ἕτερον Συμβόλαιον Ἀντασφαλίσεως, τὰ ἀσφάλιστρα θὰ διακανονισθοῦν βάσει τῆς ἀρχῆς PRO RATA TEMPORIS.

7. Τὰ Συμβόλαια Ἀσφαλίσεως ἢ Ἀντασφαλίσεως (συμπεριλαμβανομένων τῶν κατὰ τὰς Συμβάσεις Ἀντασφαλίσεως γενομένων ἐκχωρήσεων) θὰ θεωρηθοῦν ὡς μὴ καλύπτοντα τὰς ζημίας ἢ καταστροφὰς τὰς προσγενομένας συνεπείᾳ πολεμικῶν ἐνεργειῶν ἑκατέρας τῶν Δυνάμεων τῆς ὁποίας ὁ εἷς τῶν συμβαλλομένων ἦτο ὑπήκοος.

ἡ συνεπεία τοιούτων ἐνεργειῶν τῶν Συμμάχων ταύτης ἢ Συνεργαζομένων μετ' αὐτῆς Κρατῶν.

8. Ἐν ᾗ περιπτώσει κατὰ τὸν πόλεμον ἀσφάλειά τις μετεβιβάσθη ἐκ τοῦ πρώτου Ἀσφαλιστοῦ εἰς ἕτερον Ἀσφαλιστὴν ἢ ἐγένετο ἀντικείμενον ἀντασφαλίσεως ἐν τῷ συνόλῳ της, ἡ μεταβίβασις ἢ ἀντασφάλισις, γενομένη εἴτε προαιρετικῶς ἢ συνεπείᾳ διοικητικῆς ἢ νομοθετικῆς πράξεως, δέον νὰ ἀναγνωρισθοῦν, καὶ ἡ εὐθύνη τοῦ πρώτου Ἀσφαλιστοῦ θὰ θεωρηθῇ ὡς λήξασα ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς πραγματοποιήσεως τῆς μεταβιβάσεως ἢ τῆς ἀντασφαλίσεως.

9. Ἐὰν ὑφίσταται πλέον τῆς μιᾶς Συμβάσεως ἢ Συμβολαίου Ἀντασφαλίσεως μεταξὺ τῶν αὐτῶν δύο συμβαλλομένων, θέλει ἐπέλθει διακανονισμὸς τῶν μεταξὺ τούτων λογαριασμῶν, καὶ διὰ νὰ ἐπιτευχθῇ λογικόν τι ἰσοζύγιον θὰ ληφθοῦν ὑπ' ὄψιν ὅλα τὰ ὑπόλοιπα (τὰ ὁποῖα δέον νὰ περιλαμβάνουν ἓν κατ' ἀποκοπὴν ἀπόθεμα διὰ τὴν κάλυψιν τῶν πρὸς διακανονισμὸν ἀπομενουσῶν ζημιῶν) καὶ πάντα τὰ ποσὰ τὰ τυχὸν ὀφειλόμενα ὑπὸ τοῦ ἑνὸς συμβαλλομένου εἰς τὸν ἕτερον δυνάμει τῶν ἐν λόγῳ συμβολαίων ἢ τὰ τυχὸν ἀποδοτέα κατὰ τὰς διατάξεις τῶν προηγουμένων παραγράφων.

10. Οὐδεὶς τῶν συμβαλλομένων ὀφείλει νὰ καταβάλῃ τόκους λόγῳ καθυστερήσεως ἡ ὁποία, ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι οἱ συμβαλλόμενοι κατέστησαν ἐχθροί, ἐπῆλθε ἢ ἐνδέχεται νὰ ἐπέλθῃ εἰς τὸν διακανονισμὸν ἀσφαλίστων, ἀπαιτήσεων ἀποζημιώσεως ἢ ὑπολοίπων λογαριασμῶν.

1. Οὐδεμία τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Μέρους τοῦ ἀνὰ χεῖρας Πρωτοκόλλου θέλει παραβλάψει καθ' οἱονδήποτε τρόπον ἢ θέλει θίξει ἔστω καὶ ἐπ' ἐλάχιστον τὰ δικαιώματα τὰ χορηγηθέντα ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 14 τῆς σήμερον ὑπογραφείσης Συνθήκης Εἰρήνης.

Ε. Συμβόλαια Ἀσφαλείας Ζωῆς

Ἐὰν κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ πολέμου ἀσφάλειά τις μετεβιβάσθη ἐκ τοῦ πρώτου ἀσφαλιστοῦ εἰς ἕτερον ἀσφαλιστὴν ἢ ἀντησφαλίσθη ἐν τῷ συνόλῳ της, ἐφ' ὅσον ἡ τοιαύτη πρᾶξις ἐτελέσθη τῇ αἰτήσει τῶν διοικητικῶν ἢ νομοθετικῶν ἰαπωνικῶν ἀρχῶν, ἡ μεταφορὰ ἢ ἀντασφάλισις δέον νὰ ἀναγνωρισθῇ καὶ ἡ εὐθύνη τοῦ πρώτου ἀσφαλιστοῦ θὰ θεωρηθῇ ὡς λήξασα ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς πραγματοποιήσεως τῆς μεταφορᾶς ἢ ἀντασφαλίσεως.

Ζ. Εἰδικὴ Διάταξις

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου τὰ φυσικὰ ἢ νομικὰ πρόσωπα θὰ θεωρηθοῦν ὡς καταστάντα ἐχθροὶ ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν πᾶσα μεταξύ των συναλλαγὴ θὰ θεωρῆται παράνομος κατὰ τοὺς νόμους, τὰ διατάγματα καὶ τοὺς κανονισμοὺς τοὺς διέποντας τὰ ἐν λόγῳ πρόσωπα ἢ συμβόλαια.

ΑΚΡΟΤΕΛΕΥΤΙΟΝ ΑΡΘΡΟΝ

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον εἶναι ἀνοικτὸν διὰ τὴν ὑπογραφὴν του παρὰ τῆς Ἰαπωνίας ἢ παντὸς ἑτέρου Κράτους ὑπογράψαντος τὴν σήμερον συναφθεῖσαν μετὰ τῆς Ἰαπωνίας Συνθήκην Εἰρήνης καί, ὅσον ἀφορᾷ τὰ θέματα εἰς τὰ ὁποῖα ἀποβλέπει τοῦτο, θέλει διέπει τὰς σχέσεις μεταξὺ τῆς Ἰαπωνίας καὶ τῶν ὑπογραφόντων τὸ παρὸν Πρωτόκολλον Κρατῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν ἡ Ἰαπωνία καὶ τὸ ἐν λόγῳ Κράτος θέλουσι συνδεθῇ διὰ τῆς εἰρημένης Συνθήκης Εἰρήνης.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θέλει κατατεθῇ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Κυβερνήσεως τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, ἥτις θέλει παραδώσει ἀνὰ ἓν κεκυρωμένον ἀντίγραφον ταύτης εἰς ἕκαστον τῶν ὑπογραφομένων Κρατῶν.

Εἰς πίστωσιν τῶν ὁποίων οἱ ὑπογραφόμενοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

Ἐγένετο ἐν τῇ πόλει τοῦ Ἁγίου Φραγκίσκου σήμερον τὴν 8ην τοῦ μηνὸς Σεπτεμβρίου 1951 εἰς τὴν ἀγγλικήν, γαλλικὴν καὶ ἱσπανικὴν γλῶσσαν, ἑκάστης τούτων θεωρουμένης ὡς ἐπισήμου, ὡς καὶ εἰς τὴν ἰαπωνικὴν γλῶσσαν.

ΔΗΛΩΣΙΣ

Ἀναφορικῶς πρὸς τὴν σήμερον ὑπογραφεῖσαν Συνθήκην Εἰρήνης, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἰαπωνίας προβαίνει εἰς τὴν ἑξῆς Δήλωσιν :

1. Ἐξαιρέσει τῶν ἀντιθέτων διατάξεων τῆς παρούσης Συνθήκης, ἡ Ἰαπωνία ἀναγνωρίζει τὴν πλήρη ἰσχὺν ἁπασῶν τῶν ἤδη ἰσχυουσῶν διεθνῶν πολυμερῶν συμφωνιῶν εἰς τὰς ὁποίας μετεῖχεν ἡ Ἰαπωνία τὴν 1ην Σεπτεμβρίου 1939, καὶ δηλοῖ ὅτι θὰ ἀναλάβῃ τὰ ἐκ τῶν εἰρημένων συμφωνιῶν πηγάζοντα δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις της ἅμα τῇ ἀρχῇ θέσει ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συνθήκης. Εἰς ἃς ὅμως περιπτώσεις ἡ συμμετοχὴ εἰς οἱανδήποτε συμφωνίαν θὰ συνεπήγετο τὴν συμμετοχὴν εἰς διεθνῆ ὀργανισμὸν τοῦ ὁποίου ἡ Ἰαπωνία ἔπαυσε νὰ εἶναι μέλος τὴν 1ην Σεπτεμβρίου 1939 ἢ μετὰ γενεστέρως, ἡ ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης παραγράφου θὰ ἐξαρτᾶται ἐκ τῆς ἐκ νέου εἰσδοχῆς τῆς Ἰαπωνίας ὡς μέλους τοῦ ἐν λόγῳ ὀργανισμοῦ.

2. Ἡ Ἰαπωνικὴ Κυβέρνησις διαδηλοῖ τὴν πρόθεσίν της ὅπως προσχωρήσῃ ἐπισήμως εἰς τὰς ἑξῆς διεθνεῖς συμφωνίας ἐντὸς τοῦ βραχυτέρου δυνατοῦ χρόνου καὶ πάντως ἐντὸς τὸ πολὺ ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἀρχικῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς Συνθήκης Εἰρήνης.

1. Πρωτόκολλον ἀνοιχθὲν πρὸς ὑπογραφὴν ἐν LAKE SUCCESS τὴν 11 Δεκεμβρίου 1946, τροποποιοῦν τὰς συμφωνίας, συμβάσεις καὶ πρωτόκολλα περ ναρκωτικῶν τῆς 23 Ἰανουαρίου 1921, 11 Φεβρουαρίου 1925, 19 Φεβρουαρίου 1925, 13 Ἰουλίου 1931, 27 Νοεμβρίου 1931 καὶ 26 Ἰουνίου 1936.

2. Πρωτόκολλον ἀνοιχθὲν πρὸς ὑπογραφὴν ἐν Παρισίοις τὴν 19 Νοεμβρίου 1948, θέτον ὑπὸ διεθνῆ ἔλεγχον τὰ ναρκωτικὰ τὰ μὴ ὑπαγόμενα εἰς τὸν ἔλεγχον τῆς συμβάσεως τῆς 13 Ἰουλίου 1931 πρὸς περιορισμὸν τῆς κατασκευῆς καὶ ρύθμισιν τῆς κατανομῆς τῶν ναρκωτικῶν, ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη ὑπὸ τοῦ ἐν LAKE SUCCESS ὑπογραφέντος τὴν 11 Δεκεμβρίου 1946 πρωτοκόλλου.

3. Διεθνῆ Σύμβασιν περὶ Ἐκτελέσεως τῶν Ἀλλοδαπῶν Διαιτητικῶν Ἀποφάσεων ὑπογραφεῖσαν ἐν Γενεύῃ τὴν 26 Σεπτεμβρίου 1927.

4. Διεθνῆ Σύμβασιν περὶ Οἰκονομικῶν Στατιστικῶν μετὰ Πρωτοκόλλου ὑπογραφεῖσαν ἐν Γενεύῃ τὴν 14 Δεκεμβρίου 1928, καὶ Πρωτόκολλον τροποποιοῦν τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν τοῦ 1928 περὶ Οἰκονομικῶν Στατιστικῶν ὑπογραφὲν ἐν Παρισίοις τὴν 9 Δεκεμβρίου 1948.

5. Διεθνῆ Σύμβασιν περὶ Ἁπλουστεύσεως τῶν Τελωνειακῶν Διατυπώσεων, μετὰ Πρωτοκόλλου ὑπογραφῆς ὑπογραφεῖσαν ἐν Γενεύῃ τὴν 3 Νοεμβρίου 1923.

6. Συμφωνίαν διὰ τὴν Πρόληψιν τῶν Ψευδῶν Ἐνδείξεων Προελεύσεως τῶν Ἐμπορευμάτων ὑπογραφὲν ἐν Μαδρίτῃ τὴν 14 Ἀπριλίου 1891 ὡς ἐτροποποιήθη ἐν Οὐασιγκτῶνι τὴν 2 Ἰουνίου 1911, ἐν Χάγῃ τὴν 6 Νοεμβρίου 1925 καὶ ἐν Λονδίνῳ τὴν 2 Ἰουνίου 1934.

7. Σύμβασιν περὶ Ἑνοποιήσεως κανόνων τινῶν ἀφορώντων τὰς Διεθνεῖς Ἐναερίους Μεταφορὰς καὶ συμπληρωματικὸν Πρωτοκόλλου, ὑπογραφέντα ἐν Βαρσοβίᾳ τὴν 12 Ὀκτωβρίου 1929.

8. Σύμβασιν περὶ Μέτρων Ἀσφαλείας τῆς Ἀνθρωπίνης Ζωῆς ἐν Θαλάσσῃ ἀνοιχθεῖσαν πρὸς ὑπογραφὴν ἐν Λονδίνῳ τὴν 19 Ἰουνίου 1948.

9. Σύμβασιν τῆς Γενεύης τῆς 12 Αὐγούστου 1949 περὶ Προστασίας τῶν Θυμάτων Πολέμου.

3. Ἡ Ἰαπωνικὴ Κυβέρνησις διαδηλοῖ ὡσαύτως τὴν πρόθεσίν της ὅπως ζητήσῃ, ἐντὸς προθεσμίας ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἀρχικῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς Συνθήκης Εἰρήνης, ὅπως ἡ ἀποδεκτὴ ἡ συμμετοχή της εἰς (α) τὴν Σύμβασιν περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τὴν ἀνοιχθεῖσαν πρὸς ὑπογραφὴν ἐν Σικάγῳ τὴν 7 Δεκεμβρίου 1944, καὶ ἅμα τῇ εἰσδοχῇ της εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν, ὅπως ἀποδεχθῇ τὴν Συμφωνίαν περὶ Διαμετακομίσεως (TRANSIT) τῶν Διεθνῶν Ἀεροπορικῶν Ὑπηρεσιῶν τὴν ἀνοιχθεῖσαν ὡσαύτως πρὸς ὑπο-

γραφὴν ἐν Σικάγῳ τὴν 7 Δεκεμβρίου 1944, καὶ (β) τὴν Σύμβασιν περὶ Παγκοσμίου Μετεωρολογικοῦ Ὀργανισμοῦ τὴν ἀνοιχθεῖσαν πρὸς ὑπογραφὴν ἐν Οὐασιγκτῶνι τὴν 11 Ὀκτωβρίου 1947.

Ἐγένετο ἐν τῇ πόλει τοῦ Ἁγίου Φραγκίσκου τὴν 8ην ἡμέραν τοῦ Σεπτεμβρίου 1951.

ΔΗΛΩΣΙΣ

Ἐν σχέσει πρὸς τὴν σήμερον ὑπογραφεῖσαν Συνθήκην Εἰρήνης, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἰαπωνίας προβαίνει εἰς τὴν ἑξῆς Δήλωσιν :

Ἡ Ἰαπωνία θὰ ἀναγνωρίσῃ πᾶσαν Ἐπιτροπήν, Ἀντιπροσωπείαν ἢ ἄλλην Ὀργάνωσιν ἐντεταλμένην παρ' οἱασδήποτε Συμμάχου Δυνάμεως ὅπως ἐξακριβώσῃ, καταγράψῃ, συντηρήσῃ ἢ ὀργανώσῃ τοὺς στρατιωτικοὺς τάφους καὶ νεκροταφεῖα της καὶ τὰ μνημεῖα της ἐπὶ τοῦ Ἰαπωνικοῦ ἐδάφους, θὰ διευκολύνῃ τὰ ἔργα τῶν ἐν λόγῳ Ὀργανώσεων, καὶ ὅσον ἀφορᾶ τοὺς ἀνωτέρω τάφους,νεκροταφεῖα καὶ μνημεῖα, θὰ προβῇ εἰς διαπραγματεύσεις μετὰ τῆς ἐνδιαφερομένης Συμμάχου Δυνάμεως ἢ μετὰ πάσης Ἐπιτροπῆς, Ἀντιπροσωπείας ἢ ἄλλης Ὀργανώσεως ἐντεταλμένης παρὰ ταύτης, διὰ τὴν σύναψιν τῶν κριθησομένων ἀναγκαίων συμφωνιῶν.

Ἡ Ἰαπωνία πιστεύει ὅτι αἱ Σύμμαχοι Δυνάμεις θὰ προέλθουν εἰς διαπραγματεύσεις μετὰ τῆς Ἰαπωνικῆς Κυβερνήσεως διὰ τὴν λῆψιν μέτρων σχετικῶν μὲ τὴν συντήρησιν πάντων τῶν ἰαπωνικῶν τάφων ἢ νεκροταφείων τῶν ἐνδεχομένως ὑπαρχόντων ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τῶν Συμμάχων Δυνάμεων τῶν ὁποίων ἡ διατήρησις εἶναι εὐκταία.

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος Κυβερνήσεως ἔχουσι καθορισθῆ ὡς κάτωθι:

Α΄ ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1.	Διὰ τὸ τεῦχος Α΄	Δρχ. 150.000
2.	» » » Β΄	» 100.000
3.	» » » Γ΄	» 100.000
4.	» » Παράρτημα	» 100.000
5.	» » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν...	» 250.000
6.	» » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»...	» 100.000
7.	» » Δελτιον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	» 50.000
8.	» » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	» 700.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ποσοστὸν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν ὡρίσθη ὡς ἑξῆς:

1)	Διὰ τὸ τεῦχος Α΄	Δρχ. 10.000
2)	» » » Β΄.	» 5.000
3)	» » » Γ΄	» 5.000
4)	» » Παράρτημα	» 5.000
5)	» » Δελτίον Ἀνων. Ἑταιρειῶν ...	» 20.000
6)	» » Πράξεις Νομ. Προσώπων Δ. Δ.	» 5.000
7)	» » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησ.	» 2.000
8)	Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	» 40.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσιν ὁλόκληρον τὸ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστόν.

Β΄ ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ Ε. Κ.

Ἡ τιμὴ ἑκάστου φύλλου τῆς Ἐφημερίδος Κυβερνήσεως ὡρίσθη εἰς Δραχ. 1.000.

Γ΄ ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν:

1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δρχ. 24.000
2.	Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.	» 1.500.000
3.	Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	Δρχ. 300.000
4.	Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	» 150.000
5.	Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ Β. Δ. 20)5)1939	» 25.000
6.	Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνων Ἑταιρειῶν	» 300.000
7.	Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζιτικῶν Ἑταιρειῶν	» 120.000
8.	Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ ἀναβολῆς συγκλήσεως τῶν γενικῶν συνελεύσεων τῶν Ἀνων. Ἑταιρειῶν.	» 150.000
9.	Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων....	» 300.000
10.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	» 60.000
11.	Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	» 100.000
12.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνων. Ἑταιρειῶν	» 1.000.000

ΙΙ. Εἰς τὸ Παράρτημα Ε. Κ.

1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	» 25.000
2.	Τῶν ἀδειῶν πωλήσεων ἰαματικῶν ὑδάτων	» 200.000

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω τελῶν ὡρίσθη εἰς 5 ο)ο.

Δ΄ ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ — ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΣ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ

1. Αἱ συνδρομαὶ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως (γραμματίου παραλαβῆς ἢ διπλοτύπου Εἰσπράξεως), ὅπερ μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου) ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ἅτινα ἀποδίδουσι ταῦτα εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) Ἐγκυκλίου Διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ.

Ὁ Διευθυντὴς

ΙΩΑΝΝΗΣ ΣΕΡΡΑΙΟΣ

Ἐκ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.